Le Journal
de Culture & Démocratie



54
AOÛT 2022
Périodique gratuit de l'asbl
Culture & Démocratie

TEMPS

CÔTÉ IMAGES
LOUIS PELOSSE

SOMMAIRE

ÉDITO 3

DOSSIER : TEMPS

Fissurer la grande accélération
Entretien avec Laurent Vidal 5

Urgences à l'hôpital
Entretien avec Emanuelle Desmet 8

Systèmes de brutalités
Stéphanie Aubin 12

Entre Kairos et Chronos
Marianne Langlet 16

Le retard, une résistance à la marchandisation du temps
Hélène L'Heuillet 19

Ce que je veux c'est écouter pousser mes cheveux
Entretien avec Élodie Vandenplas 23

Pandémie et pathocène : une question de temps
Gil Bartholeyns 27

Sortir du déni, imaginer demain
Entretien entre Zelda Soussan, Ruggero Franceschini et François Schuiten 31

C'était le soleil de midi, lourd, vertical, sans pardon
Daniel Simon 35

Temps-Paysage, ou l'art de composer des temps multiples
Bernadette Bensaude-Vincent 36

Pour des politiques temporelles
Entretien avec Reine Marcelis 40

Prendre le temps d'exister. Pour un droit universel à l'*otium*
Jean-Miguel Pire 43

EN LIGNE

« Il se passera ce qui se passera si quelque chose doit se passer »
Entretien avec Nicolas Mouzet-Tagawa

Numérisation à l'hôpital, un gain de temps ?
Guillermo Kozlowski

Mettre à l'épreuve du temps
Thibault Galland

VENTS D'ICI, VENTS D'AILLEURS

- **Collages et scènes de recommencement**
  Pierre Hemptinne 49

- ***Play (plaies)* : tacler les représentations**
  Entretien avec Clara Bellemans Moya 51

LA VIE DE L'ASSOCIATION 54

CÔTÉ IMAGES

- **Louis Pelosse**
  Maryline Le Corre 56

Illustration de couverture :
© Louis Pelosse

ÉDITO

Ce Journal est le deuxième volet d'un triptyque : trois numéros qui proposent d'interroger la manière dont le contexte de la pandémie nous a contraint·es à (re)considérer notre rapport au territoire et au temps, mais aussi à questionner nos imaginaires, nos désirs et nos capacités d'agir.

Le dossier du Journal n°53 explorait la notion de territoire dans toute sa complexité : les territoires matériels, géographiques et leurs frontières réelles ou imaginées – en ce compris l'espace domestique ou encore le lieu de travail –, ceux associés à l'appartenance ou à l'exclusion, à la notion d'identité, mais aussi les territoires mentaux, ceux du rêve et de la création, et même les espaces virtuels numériques, alors qu'une large partie de la population est aujourd'hui poussée vers les écrans et une socialisation dématérialisée. Nous portions également dans ce dossier, notre attention sur les terrains plus familiers de l'association (art et santé, enseignement, prison, droits culturels, communs, migrations, numérique).

Avant d'aborder, dans le dossier du Journal n°55 la question des imaginaires sociétaux et des récits qui les forment et les nourrissent, le présent numéro s'intéressera donc à notre rapport au temps.

Bien que la crise sanitaire ait imposé – pour un temps du moins – une décélération inédite, une suspension du temps social, économique et culturel, bouleversant le temps collectif tout autant que le temps individuel, avons-nous eu une réelle prise de recul par rapport à nos rythmes de vie habituels ? Avons-nous inauguré une réflexion sur notre rapport au temps ? Avons-nous vécu ce qu'Hartmut Rosa appelle « un moment de résonance collective nous offrant la possibilité de nous transformer et de transformer le monde social » ? Alors que le temps du marché rythme à nouveau nos vies, ce dossier propose de réinterroger les rapports aux temps de nos sociétés post-modernes, au fil de quatre axes de lecture.

Rythme et cadence

La vitesse, la cadence, le prompt et l'efficace sont particulièrement valorisés, dans toutes les sphères sociales, aujourd'hui comme hier. Laurent Vidal (p. 5) revient aux sources de l'anthropocène – époque où l'activité humaine se met à avoir un impact sur les écosystèmes mondiaux – qui marquent le début de l'accélération sociale. Dès le Moyen Âge, la lenteur est un indice de paresse, tandis que vitesse rime avec progrès. L'auteur fait ici la généalogie du développement du capitalisme et de son obsession de l'efficacité, tout en relevant des marges et des poches de refus : ces femmes et ces hommes lents qui s'emparent du temps et du rythme pour en faire un levier de résistance.

S'il est un lieu de l'urgence, c'est certainement l'hôpital et a fortiori un service de soins intensifs. Emmanuelle Desmet (p. 8) questionne les logiques gestionnaires de ces institutions et les cadences quasi intenables qu'elles imposent aux soignant·es. À l'heure où chaque soin est rationalisé, quel temps reste-t-il aux soignant·es pour être simplement présent·es auprès des patient·es, pour les écouter ?

On observe, à l'hôpital toujours, une volonté d'informatisation à marche forcée des services et des soins. La numérisation étant présentée comme une forme de progrès, alliant sécurité, efficacité et rapidité. Guillermo Kozlowski interroge le bien-fondé de cette logique dans l'article « Numérisation à l'hôpital : un gain de temps ? » (en ligne) et se demande si l'ordinateur peut réellement rivaliser avec un·e infirmier·e expérimenté·e.

Le secteur des arts vivants n'est malheureusement pas épargné par ces logiques concurrentielles et marchandes. Stéphanie Aubin nous parle des « systèmes de brutalités » (p. 12) auxquels sont soumises les institutions culturelles : surabondance consumériste et informationnelle, l'art est un bien de consommation comme un autre. La Maison des Métallos à Paris essaye de proposer un autre modèle.

Le travail social souffre aussi de cette culture du résultat, augmentée par la numérisation des services. Marianne Langlet (p.16) nous rappelle la nécessité de la prévention qui nécessite un rythme lent et nous invite à reprendre notre temps.

Latence et processus

À l'heure du tout productivisme qui fait du temps la clé de voute du profit, que pouvons-nous apprendre de ce temps continu de l'urgence ? Face à notre apparente impuissance à décélérer, Hélène L'Heuillet (p. 19), invite à la réflexion, au temps de latence, de suspension, de remaniement et de réorganisation. Elle rappelle aussi que le « temps du retard est celui de la culture [et que] c'est cette temporalité qui rend le monde habitable ».

Puis Élodie Vandenplas (p. 23) parle de son spectacle sur la thématique du temps et plus précisément sur l'accélération sociale. Elle nous questionne sur la nécessité de ralentir nos rythmes de vie pour une plus grande présence au monde et pour penser notre « droit au temps ».

En ligne, l'entretien de Nicolas Mouzet-Tagawa, « Il se passera ce qui se passera, si quelque chose doit se passer » est un bel exemple de création sur le temps long. Son spectacle *Le Site*, est le résultat de quatre années de temps choisis, d'errance, de latence, de temps d'entre-deux.

Hantise et anticipation

Malgré l'émergence de ces processus de réflexion et de latence, le philosophe Bernard Stiegler voit dans la succession effrénée d'innovations technologiques une déstabilisation permanente qui court-circuite systématiquement nos possibilités de socialisation, de délibération et d'élaboration de savoirs, conduisant à ce qu'il appelle une « absence d'époque », un moment où nous ne partageons plus d'horizon commun vers lequel tendre collectivement.

Gil Bartholeyns (p. 27) propose le terme de « pathocène » pour situer notre présent dans le temps plus long d'une époque marquée par les maladies industrielles et l'anéantissement de masse des espèces non-humaines. Selon lui, cet anéantissement ne cesse de nous hanter et cette hantise doit nous amener à repenser, pour demain, les dépendances qui unissent notre vie quotidienne et la vie sur terre.

En réponse à notre incapacité collective à imaginer ce qui vient, certain·es artistes nous proposent des visions de ces futurs, désirables ou non, et nous forcent à une projection nécessaire. C'est le cas de Zelda Soussan, Ruggero Franceschini et François Schuiten (p. 31).

Daniel Simon propose quant à lui une fable allégorique qui questionne nos instincts grégaires tout autant que notre propension à la sidération. N'y a-t-il vraiment pas d'alternatives ?

Tuer l'efficience, faire advenir

La dernière partie de ce dossier nous invite à croire à d'autres possibles et, au-delà de la prise de conscience, à un changement de paradigme. Bernadette Bensaude-Vincent dénonce une vision linéaire et anthropocentrée de la chronologie dans laquelle nous avons l'habitude d'inscrire les évènements du monde. Elle invite à « renoncer à la vue d'oiseau, descendre de la tour de contrôle » et faire apparaitre les multiples lignes d'attachements qui entourent et façonnent nos existences.

Reine Marcelis prône quant à elle, la mise en place de politiques temporelles qui permettent de penser la manière dont notre temps est fragmenté, découpé, et qu'est-ce que ce découpage fait à notre vie culturelle, sociale et familiale ? À partir de recherches de terrains, d'autres façons de s'organiser mais aussi de faire attention socialement peuvent être mises en place très matériellement pour changer notre vécu du temps.

Enfin, Jean-Miguel Pire nous invite à « Prendre le temps d'exister. Pour un droit universel à l'*otium* » (p. 43). Pour résister à cette marche frénétique du temps productif, l'auteur questionne la possibilité d'un temps libéré de la marche du monde, conçu comme un « retrait fécond », un temps du « souci de soi », qui permettrait un travail de soi par soi.

En écho à cet article, vous lirez en ligne « Mettre à l'épreuve le temps » de Thibault Galland, qui développe un outil d'animation visant à développer la réflexion philosophique de ses utilisateur·ices, en les invitant à problématiser leur rapport au temps à partir de l'écriture.

Les illustrations de Louis Pelosse, créées exclusivement pour ce dossier sur le temps, accompagnent et enrichissent considérablement ce numéro, en proposant un regard singulier sur les enjeux abordés.

La rédaction

Entretien avec
Laurent Vidal
Historien et enseignant-chercheur à La Rochelle Université
Propos recueillis par Renaud-Selim Sanli, chargé de projets à Culture & Démocratie

FISSURER LA GRANDE ACCÉLÉRATION

Dans la préface à la réédition en poche de son dernier ouvrage *Les hommes lents. Résister à la modernité. XV^e^-XX^e^ siècle*, Laurent Vidal actualise sa recherche à l'aune de notre modernité, que nous pourrions appeler celle de la grande accélération, et du moment inédit des confinements. Confinements qui nous ont fait prendre conscience d'un autre rapport au temps (et à l'espace) et qui furent accompagnés d'une décélération industrielle mondiale[1]. Bien qu'aujourd'hui le rythme ait repris, nous avons pu prendre conscience (un peu) du lien entre anthropocène (époque où l'activité humaine se met à avoir un impact sur les écosystèmes mondiaux) et accélération. Le travail de Laurent Vidal fait la généalogie des marges et poches de résistance à ces accélérations sociales, mais aussi de l'obsession de l'efficacité, confondue avec la promptitude et la vitesse économique.

Pourriez-vous expliquer plus précisément le lien entre époque de l'anthropocène et accélération ?
Le concept de grande accélération est proposé par, notamment, le prix Nobel de chimie Paul Crutzen[2], comme modèle d'interprétation de l'anthropocène. C'est une périodisation de l'histoire de la planète. On bascule à un moment où l'être humain a pris la main sur la planète et l'environnement. Son activité affecte directement l'ensemble des écosystèmes. Pendant longtemps on a posé comme point de départ de l'anthropocène la révolution industrielle avec la machine à vapeur. Il est clair que cette technologie a modifié les habitudes, les activités de l'être humain, l'équilibre écologique. Mais depuis une dizaine d'années tout un ensemble de travaux invitent à reculer cette date de l'anthropocène du milieu du XVIII^e^ siècle au début du XVI^e^ siècle avec la colonisation du Nouveau Monde par l'Europe, en prenant cette fois non pas la machine à vapeur comme symbole mais la plantation et la monoculture[3]. Cette entreprise est d'une part le symbole d'une pensée consistant à nier la terre sur laquelle on s'implante et ses qualités, et d'autre part la mise en place d'une main-d'œuvre spécialisée, la main-d'œuvre esclavagisée. Les plantations n'ont bien sûr pas eu un effet sur la planète comparable à celui de la révolution industrielle mais ceci prépare cela. J'ai donc voulu faire une généalogie qui ne prenne pas la révolution industrielle comme point de départ. Avant une révolution technologique il y a une révolution anthropologique et celle-ci a préparé les mentalités, a servi de terreau à la révolution industrielle et a permis que cette accélération prenne si rapidement.

En quoi l'époque de la plantation et de la monoculture, celle des conquêtes du Nouveau Monde va être le moment historique qui prépare cette grande accélération ?
À la fin du Moyen Âge, il y a la rencontre et le télescopage d'un double discours. Le premier dans le champ de la théologie chrétienne, occupée depuis le XII^e^ siècle à définir les péchés capitaux. L'enjeu est de circonscrire les émotions dans une société perturbée par le temps du monde. Il y a également l'envie d'inciter les sociétés à se mettre au travail. La définition des péchés capitaux sert alors de digue morale. Parmi eux, on trouve la paresse, à l'époque appelée aussi l'acédie, une sorte de mollesse dont les premiers exemples sont les moines oisifs qui se laissent séduire par le démon de midi, la sieste. Comme on ne croisait pas des moines partout, il fallait aussi montrer des exemples de situations de paresse dans la vie quotidienne. Pour cela les théologiens sont aidés par des graveurs ou des peintres, tel Pieter Brueghel (l'Ancien) qui va faire en 1557 une gravure très connue sur l'acédie. On associe à ce moment-là la paresse à la lenteur, ce qui est quelque chose de nouveau : « La lenteur est un des indices de la paresse. »

Le second discours, qui émerge à partir du XIV^e^ siècle, est un discours économique. C'est le capitalisme marchand et la rédaction de traités de commerce. On peut lire dans ces traités que dans le commerce il ne faut pas perdre de temps, qu'il faut faire les choses avec promptitude. La *promptitudo* est associée d'emblée à cette

activité économique et va petit à petit se diffuser pour devenir centrale avec le capitalisme marchand, même si au XIVe siècle celui-ci est encore minoritaire.

D'un côté, dans la mise au travail de ces sociétés, on dénonce la lenteur comme symbole de la paresse et de l'autre la promptitude devient le moteur de l'économie capitaliste vers laquelle on veut tendre. Ce sont deux discours que l'on trouve toujours à la fin du XVe siècle au moment de la conquête du Nouveau Monde. Les *conquistadores* ont l'esprit encore imprégné de ces débats médiévaux. Lorsqu'ils se trouvent face à des groupes amérindiens, ils se disent : « Ces gens sont paresseux parce qu'ils ne travaillent pas. » C'est la première fois qu'est expérimenté en grand ce modèle anthropologique parce que la conquête est une entreprise de vitesse. Il faut aller vite pour conquérir, pour s'installer. Dans un premier temps les *conquistadores* sont peu nombreux face aux groupes indigènes donc cette idée de la vitesse dans l'installation et la dénonciation de la paresse des autres sont vitales. La conquête du Nouveau Monde va donner une assise encore plus forte à cette figure de l'individu moderne : un individu prompt et efficace. Les hommes et femmes des sociétés traditionnelles – amérindiennes mais aussi européennes – sont des êtres lents et inefficaces.

> « La conquête du Nouveau Monde va donner une assise encore plus forte à cette figure de l'individu moderne : un individu prompt et efficace. »

Cette construction de l'individu moderne, et à l'inverse de celui que vous appelez « l'homme lent[4] », s'appuie sur des attitudes physiques. On sait que la révolution industrielle a modifié nos manières de marcher, de se tenir…

Les hommes lents naissent d'abord d'un discours qu'on porte sur des groupes sociaux, un discours qui discrédite des attitudes, des postures. Je parle dans ma préface de cette photo diffusée sur Twitter d'un éboueur de Paris en train de faire la sieste dans la rue. La personne qui a fait cette photo[5], une cadre dans une entreprise a écrit en légende de son tweet : « Voilà à quoi servent les impôts, à payer des gens à roupiller. » L'homme a été mis à pied par son entreprise avant de finalement porter plainte et d'être réintégré. Il faisait sa sieste pendant son temps de pause mais ce temps de pause, il devait le faire dans la rue car il n'avait pas le temps de rentrer chez lui.

La présidence française s'est montrée particulièrement violente dans la dénonciation de la paresse : « Il suffit de traverser la rue pour trouver du travail ! » et dans l'utilisation de la physiognomonie[6] qui consiste à associer à une posture individuelle une physionomie, une attitude sociale. Quand Emmanuel Macron déclare qu'il y a « des gens dans une gare qui ont réussi et d'autres qui ne sont rien », c'est très violent !

De fait, la vitesse s'incorpore. Des historien·nes s'accordent pour dire que le symbole de la révolution industrielle ne serait pas tout à fait la machine à vapeur mais plutôt le chronomètre et la montre. Le chronomètre permet de synchroniser les activités, la montre aussi, tout comme l'horloge publique qui permet de marquer les heures. C'est aussi le symbole de la lutte entre le clocher de l'Église et le beffroi, le temps de l'église et le temps du commerce. On voyait déjà cela à la fin du Moyen Âge et ça se poursuit au XIXe siècle lorsqu'on entre dans les sociétés industrielles. Le temps de l'Église disparait au profit d'un temps économique rythmé. Les trains partent à l'heure, même à 20h37, on peut se demander « pourquoi 37 ? » mais tout le monde court. C'est l'apprentissage de la ponctualité. On voit ça aussi dans les usines avec les chronomètres qui minutent les tâches. À partir de ce moment on synchronise les activités économiques, mais on synchronise aussi les gestes ! L'effet de la révolution industrielle a été de changer chacun·e « jusque dans sa main » comme l'ont décrit notamment Marx ou Engels. Donc on entre dans une civilisation mécanique où tout est contrôlé, synchronisé. Or l'homme lent n'arrive pas à se synchroniser. J'aimerais préciser que l'homme lent est aussi une femme. Il y a de plus en plus de travaux qui montrent la résistance des femmes et leurs implications dans le travail depuis longtemps. Certes l'image que l'on a, et le biais historiographique dans lequel on se trouve encore, indique que le travail industriel est masculin. Mais c'est un biais historiographique d'invisibilisation.

Dans votre ouvrage, vous reprenez cette description faite par Walter Benjamin, d'ouvriers à Paris qui « font la révolution » en cassant des horloges. Sommes-nous en lutte contre le temps ? Quels sont nos outils dans cette lutte ?

On a tous l'impression d'être en lutte contre le temps, mais ceux que j'appelle les hommes lents, à force d'être pointés du doigt au travers d'adjectifs, d'illustrations, de gravures, à force de se voir répéter leur inadaptation au monde moderne, vont finir par s'emparer du temps, du rythme, pour en faire un levier de résistance. Cette résistance peut être purement individuelle avant de devenir collective. Je rappelle dans le livre l'exemple de certaines personnes qui avaient du mal à tenir le rythme du métier à tisser et jetaient leurs sabots dedans. En jetant le sabot dans le métier à tisser, ça casse la mécanique, ça l'arrête et donc il y a une rupture de rythme. C'est ce geste qui a donné

naissance au mot « sabotage ». Le sabotage est devenu quelque chose d'intentionnel, mais au départ ce n'était pas forcément le cas. C'était une réaction sensible à une situation. Les gens sentaient bien qu'ils étaient dominés par un rythme devenu infernal. Il fallait donc casser ce rythme. Par la suite, on voit apparaitre des attitudes intentionnelles, comme l'institution, dans une grande partie de l'Europe, du Saint Lundi. On retrouve cette coutume jusqu'au début du XX[e] siècle, notamment chez des artisans qui souhaitent l'opposer au repos dominical, qui veulent un jour chômé qui ne soit pas dédié au culte. Ces ruptures de rythme vont parfois jusqu'à la grève. C'est dans son ouvrage sur Paris que Walter Benjamin écrit cette histoire d'ouvriers jetant des cailloux contre des horloges. Cette scène aurait eu lieu pendant les trois jours de la révolution de 1830. Les archives ne l'ont jamais prouvé, mais qu'importe parce que c'est absolument magnifique et tout à fait probable. En tout cas il a touché du doigt quelque chose d'essentiel. Les ouvriers avaient saisi ce qui était l'instrument de leur domination, l'horloge, le temps.

> « Ceux que j'appelle les hommes lents, à force d'être pointés du doigt au travers d'adjectifs, d'illustrations, de gravures, à force de se voir répéter leur inadaptation au monde moderne, vont finir par s'emparer du temps, du rythme, pour en faire un levier de résistance. »

En France, on a vu aussi ce mouvement des Gilets Jaunes qui est le reflet d'une réalité sociale bien au-delà de la France. Ça correspond à une frange de la population qui travaille mais dont les revenus ne permettent pas de joindre les deux bouts entre le début et la fin du mois. Ces militant·es ont donc inventé un nouvel outil de lutte : l'installation sur des ronds-points. Ce qui m'intéresse ce sont à la fois ces gens qui décident de s'installer là avec des gilets jaunes pour se rendre visibles mais aussi ce rond-point – initialement inventé pour fluidifier la circulation – dont ils et elles vont se servir pour ralentir. Il y a bien un instrument rythmique. Eux aussi se jouent en hommes lents. Ces personnes sont « dans la société », elles travaillent, mais elles sont à la limite. Elles peuvent tomber à tout instant dans la fragilité. C'est le sommet social de la pyramide des hommes lents, à la frontière. Et aujourd'hui on va en trouver beaucoup. ■

1. Audrey Garic, « Le "jour du dépassement de la Terre" recule de trois semaines sous l'effet du coronavirus », *Le Monde* du 5 juin 2020. https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/06/05/le-jour-du-depassement-de-la-terre-recule-de-trois-semaines-sous-l-effet-du-covid-19_6041815_3244.html (consulté le 24 mai 2022).
2. Pierre Le Hir, « L'Homme a fait entrer la Terre dans une nouvelle époque géologique », *Le Monde* du 15 janvier 2015, https://www.lemonde.fr/planete/article/2015/01/15/nous-sommes-entres-dans-l-anthropocene-depuis-1950_4557141_3244.html (consulté le 24 mai 2022).
3. Lire à ce sujet l'article d'Anna Tsing, « Humain, plus qu'humain », Hors-série du *Journal de Culture & Démocratie*, décembre 2020. https://www.cultureetdemocratie.be/articles/humain-plus-quhumain/
4. NDLR : nous garderons, sans forme inclusive, « l'homme lent » car c'est le terme générique utilisé par l'auteur dans son livre. Mais comme il le souligne plus loin dans cet article, « l'homme lent est aussi une femme ».
5. Pierre Carey, « Adama Cissé, l'éboueur licencié pour une sieste, fixé sur son sort ce vendredi », *Libération*, 19 juin 2020, https://www.liberation.fr/france/2020/06/19/adama-cisse-l-ebouteur-licencie-pour-une-sieste-bientot-fixe-sur-son-sort_1791661/#:~:text=Les%20faits%20%3A%20l'%C3%A9boueur%20licenci%C3%A9 (consulté le 24 mai 2022).
6. Étude du tempérament et du caractère d'une personne à partir de la forme, des traits et des expressions du visage.



Entretien avec
Emmanuelle Desmet
Infirmère-cheffe des soins intensifs du Centre Hospitalier de Wallonie picarde

Propos recueillis par Laurent Bouchain, responsable de l'Écheveau, service culturel de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu – ACIS et Maryline le Corre, coordinatrice à Culture & Démocratie

URGENCES À L'HÔPITAL

La question du temps est centrale à l'hôpital, a fortiori dans un service de soins intensifs. Les logiques gestionnaires de ces institutions permettent-elles aux soignant·es d'être simplement présent·es auprès des patient·es, de les écouter ? Face à l'informatisation à marche forcée des services, quel temps est laissé à la relation avec les patient·es ? La crise sanitaire que nous venons de traverser a-t-elle accéléré ces logiques ? Emmanuelle Desmet, infirmière-cheffe aux soins intensifs du Centre Hospitalier de Wallonie picarde, revient sur ces questions et leurs impacts sur ses pratiques.

Vous êtes infirmière-cheffe dans un service de soins intensifs, le temps a certainement une place primordiale dans votre travail. De manière générale, comment ce rapport au temps structure-t-il le travail à l'hôpital ?
Indépendamment de la pandémie, la question du temps était déjà un sujet à part entière à l'hôpital et a fortiori dans le domaine des soins intensifs, où l'on traite des urgences.

Structurellement, le fonctionnement et le financement de l'hôpital dépendent directement des durées de séjour. Il y a des temps de séjour qui sont déterminés et financés par avance. Même un service de chirurgie ne peut plus se permettre de garder des patient·es longtemps. Tout est réglementé. Un·e patient·e de chirurgie ou une maman qui accouche doivent être dehors après 2 jours… Si des durées de séjour ne correspondent pas à ce qui est établi au départ, l'hôpital est pénalisé. La logique est purement financière. Ce qu'il faut dans notre secteur c'est être rentables et la question du temps donné aux soignant·es pour faire du lien n'entre pas dans l'équation.

En réanimation, on est un peu à part, les soins sont trop spécifiques et multifactoriels. Ils ne peuvent pas commencer à mettre des gens dans des cases – pas encore en tout cas. On est focalisé·es sur l'urgence de la prise en charge de pathologies critiques. Et à côté de cela, on est face à des êtres humains, qu'on est censé·es traiter comme tels. Mais on est aussi dans une course effrénée à la technique. Alors il y a une ambiguïté pour savoir à quelle partie on donne le plus de place et le plus de temps. C'est une question fondamentale dans l'hôpital aujourd'hui : quel temps prend-on encore pour communiquer, simplement passer du temps auprès des patient·es, écouter, être présent·es ? La technique prend de plus en plus de place dans les hôpitaux. L'informatisation galopante, qui fait que l'on est de plus en plus face à un ordinateur, était déjà en cours avant la pandémie[1].

Vous travaillez à l'hôpital depuis plus de vingt ans : est-ce que votre pratique a changé avec l'apparition du numérique ?
Oui, on est aujourd'hui dans une époque où il faut tout tracer. Le dossier patient informatisé offre certainement plus de sécurité et de traçabilité que sa version papier mais il est aussi beaucoup plus énergivore. Quand on était exclusivement sur un dossier papier, on pouvait ne rien y indiquer pendant 4 heures et tout écrire à la fin de son poste. Ça avait du bon parce que ça permettait une certaine liberté dans l'organisation des soins, dans la relation avec les patient·es, etc. Mais aujourd'hui on est dans une société où l'on ne peut plus fonctionner comme ça. Et les soignant·es ne voudraient plus fonctionner comme ça non plus. Ils et elles se sentent fliqué·es, obligé·es de justifier ce qu'ils et elles font. Il faut pouvoir prouver qu'on a réagi, qu'on a fait telle ou telle chose, en temps et en heure. Avant on était beaucoup plus libres dans le temps. Il y avait une espèce de légèreté qu'on a perdu, c'est certain. Et je ne suis pas sûre que la traçabilité actuelle assure une réelle sécurité parce qu'on est dans la justification continue.

Aujourd'hui, on demande aux soignant·es d'être factuel·les. On ne peut plus, dans ces dossiers, laisser libre cours à autre chose. Par exemple, l'un des points de travail qui est relevé à l'hôpital en ce moment est « la transmission d'information au point de transition ». Derrière cette jolie phrase, se cache un nouveau protocole de standardisation des informations. Sous couvert du fait que chaque patient·e a le droit d'avoir une communication et une transmission d'information de qualité, les transmissions orales doivent être faites de la même façon. On en est arrivé·es à élaborer des check-lists avec tous les types d'informations qui doivent être transmis. On est dans l'ère de la procédure.

> « C'est une question fondamentale dans l'hôpital aujourd'hui : Quel temps prend on encore pour communiquer, simplement passer du temps auprès des patient·es, écouter, être présent·es ? »

Est-ce un frein à la relation avec les patient·es ?

Oui c'est un frein. On a régulièrement des patient·es – ceux et celles qui peuvent s'exprimer – qui nous font remarquer leur surprise de voir le nombre d'heures que l'on passe devant cet ordinateur. Ils et elles sont dans leur lit et nous voient assis·es face à cet écran en train de cliquer. Donc oui c'est un frein à la relation mais en même temps, on ne peut pas faire autrement. La seule façon de pouvoir récupérer du temps pour la relation c'est d'encadrer plus. C'est-à-dire que le staff infirmier doit être augmenté. On a le droit à un nombre d'infirmier·es en fonction du nombre de lits. J'ai douze lits de réanimation, j'ai le droit à vingt-quatre équivalents temps plein. C'est une norme légale mais qui date et qui n'est absolument plus adaptée au développement des techniques, à la lourdeur des pathologies, aux besoins des patient·es.
Je pense que l'on peut faire les deux : avoir à la fois un dossier qui est complet – donc très lourd – et accorder du temps à la relation. Mais on a la possibilité d'accorder du temps à cette relation uniquement si on a un nombre suffisant de soignant·es dans des services comme ceux-là. Le problème fondamental, c'est que la relation aux patient·es n'est pas reconnue dans le travail. On fait parfois des calculs de la charge de travail – il y a des échelles, des outils qui existent pour la mesurer. On va demander combien de fois on a injecté un médicament, combien de fois on a pris des paramètres, combien de scanners, combien d'actes... Mais à aucun moment on n'évalue la qualité de la relation aux patient·es. C'est exclusivement quantitatif. Or la majorité des soignant·es souhaiteraient pouvoir prendre le temps de s'occuper correctement de leurs patient·es, de pouvoir échanger. Aux soins intensifs, il est vrai que les trois-quarts des patient·es ne communiquent pas mais il est quand même possible d'avoir une relation. Si ce n'est pas avec les patient·es c'est avec les familles. Les soignant·es ont besoin de ce temps-là pour établir du lien avec les patient·es et pour s'y retrouver elles et eux.

Est-ce que la pandémie a changé ces logiques ?

La crise sanitaire s'est répercutée chez nous évidemment. On s'est retrouvé·es avec des patient·es dans des situations d'urgences extrêmes avec une pathologie que l'on ne connaissait pas, du moins au début. C'était une course folle pour absorber et soigner au mieux tou·tes ces patient·es qui arrivaient. Quand on n'y arrivait pas, il fallait les « évacuer », les mettre dans une housse mortuaire et accepter les suivant·es. Tout cela dans un contexte où les familles ne pouvaient plus du tout entrer dans les hôpitaux, où nous étions les seuls relais auprès de ces personnes et les seuls liens avec les familles, dans des contextes critiques de décès. Avec le recul on se dit : « Comment on a travaillé ? Comment on a pu gérer ce genre de chose ? » Mais on ne s'est pas posé la question de : « Quel temps on a accordé à ces gens ? » On a fait ce qu'on a pu. On a soigné. Certain·es sont mort·es, d'autres sont sorti·es, et nous on les remplaçait.

On s'est aussi très vite rendu compte que l'on n'arriverait jamais à traiter le dossier comme on le gérait avant, que ça prenait une place beaucoup trop importante. On l'a simplifié en divisant par deux le nombre de clics que l'on avait à faire. On a choisi les items que l'on devait absolument garder : les paramètres vitaux et tout ce qui était absolument fondamental, dont on avait vraiment besoin pour s'assurer que le ou la patient·e reste en vie. S'occuper d'un·e patient·e Covid en réanimation, cela représente énormément de temps différents. Avant de rentrer dans une chambre, il y a toute une procédure pour s'habiller. Une fois dans la chambre, il faut faire attention à tous les gestes que l'on peut poser pour ne pas se mettre nous en danger. Après il faut sortir de la chambre et là il y au une autre procédure pour se déshabiller sans se contaminer. Ce n'est pas notre quotidien. On passait du temps à faire des choses que l'on n'avait pas l'habitude de faire. Et c'est pour récupérer ce temps-là que l'on a « sabré » dans le dossier.

Et à côté de cela, il y avait le confinement que personnellement je n'ai pas l'impression d'avoir vécu car j'allais à l'hôpital tous les jours. Mais une fois que l'on sortait de cet hôpital, on se retrouvait dans des rues désertes, où le temps s'était arrêté. Il y avait un gros paradoxe entre l'hôpital qui était une énorme fourmilière et l'extérieur où il



n'y avait plus personne. C'était perturbant de voir tous les jours à la TV des gens qui s'occupaient comme ils pouvaient alors que nous, on courrait, on courrait, on courrait....

> « Je pense que si aujourd'hui on devait replonger dans une situation comme celle d'il y a deux ans, il n'y aurait plus personne dans les services de soins intensifs et même à l'hôpital en général. »

Quand on est dans une situation de crise, ce qui permet de tenir, c'est la projection, c'est la fin de la crise. Quand on est dedans mais qu'il n'y a aucune perspective, comment on tient ?
Au début, on ne croyait pas que ça allait arriver. Puis on a accueilli le premier patient covid et là c'est devenu réel. Ensuite ils et elles se sont enchainé·es les un·es après les autres. En tant que cheffe d'unité, il fallait d'une part me gérer moi, et il fallait aussi gérer les équipes qui étaient, pour certaines, terrorisées. J'ai eu affaire à des gens complètement paniqués, et aussi des familles de soignant·es très angoissées à l'idée que ces dernier·es ramènent le Covid à la maison. C'était une gestion de crise sur plusieurs fronts (personnel, d'équipe et bien sûr les patient·es qui arrivaient). Donc, il n'y avait pas vraiment de place pour penser à quand on allait sortir de là. On n'avait même pas le temps d'élaborer nos stratégies, nos plans d'actions. On était dans l'instant présent tout le temps. Il nous arrivait quelque chose et il fallait réagir.

À un moment on s'est rendu compte que l'on n'arriverait pas à absorber tou·tes les patient·es et on a dû ouvrir, en un week-end, une quatrième réanimation. À ce moment-là, on s'est dit qu'on allait avoir un peu de temps pour se retourner mais on n'avait pas le personnel. C'est bien beau d'avoir des lits, des machines, des respirateurs si on n'a pas des gens compétents à mettre derrière. Dans tous les hôpitaux des unités ont fermé pour récupérer du personnel, sauf que ce personnel ne venait pas en soins intensifs car il n'était pas compétent pour cela. Après il a fallu s'adapter aux traitements, parce qu'on ne connaissait pas la maladie.

Il y a aussi eu des périodes d'accalmie. On a pu faire partir des patient·es sans que leur place ne soit immédiatement réattribuée. Il a fallu gérer cette diminution de pression mais parallèlement une autre pression s'est ajoutée très rapidement : soigner les autres patient·es, reprendre toutes les opérations qui avaient été mises en suspens, tout ce qui avait été postposé, tous ces gens qui n'osaient plus venir à l'hôpital et qui ont déclaré d'autres problèmes parce qu'ils n'ont pas été soignés pendant près de deux ans. Ça a été très marqué au niveau cardiaque et au niveau des pathologies oncologiques. Il y a eu une explosion de cancers. Alors ça ne se voit pas forcément dans mon service mais dans les soins en général ça se remarque. Dans le milieu de la psychiatrie, il y a eu aussi des gens qui n'étaient pas bien et dont la situation a empiré pendant cette période. On continue à le voir, ce n'est pas fini.

Je suis incapable de resituer toute cette période dans un contexte temporel. On était sous pression en permanence. Je rentrais chez moi à 20 heures, j'en rêvais la nuit. Et le matin j'étais repartie. On était dans cette boucle infernale et on ne savait pas se projeter, ni programmer. On ne savait même pas de quoi la journée allait être faite. C'est toujours un peu le cas en service de soins intensifs, on est flexibles. Mais là, c'était inimaginable. Je pense que si aujourd'hui on devait replonger dans une situation comme celle d'il y a deux ans, il n'y aurait plus personne dans les services de soins intensifs et même à l'hôpital en général. Les gens ne seront plus capables de gérer ce qu'on a géré à ce moment-là. Et je parle aussi pour moi, je ne pense pas que je pourrais refaire ça.

Il y a eu un manque de reconnaissance de ce travail selon vous ?
Oui. Les soignant·es attendaient une réelle reconnaissance qui n'est finalement pas arrivée. Souvenez-vous, au début il y avait des applaudissements aux balcons tous les soirs. À partir de la deuxième vague, on se faisait quasiment insulter, car c'était « à cause » de nous que l'on était restreint·es dans nos libertés. La population ne s'est pas rendu compte que les gens qui l'ont soignée n'étaient pas chez eux, n'avaient pas congé le week-end, qu'ils étaient au travail en permanence ! Et beaucoup l'ont fait de façon volontaire parce qu'ils voulaient être là.

Plus généralement, ces soignant·es veulent une reconnaissance de la technicité de leur métier. On attend d'eux et elles d'être hyper compétent·es dans les techniques et l'interprétation de ces techniques mais sans leur donner la reconnaissance liée à cela. Ça me parait normal qu'ils et elles la demandent. Aujourd'hui les jeunes ne restent pas à l'hôpital. En soins intensifs par exemple, il y a beaucoup de jeunes. Mais ce sont des gens qui travaillent là dix ans maximum puis ils s'en vont. Alors qu'est-ce que l'on garde dans notre service comme expérience, comme personne de référence ? Les « vieux », ceux et celles qui ont plus de dix ans d'ancienneté, ont un réel acquis, un réel bagage et plein de choses à apprendre aux jeunes qui arrivent. Mais sans véritable reconnaissance salariale et symbolique, ces gens-là, il n'y en aura plus ! ■

1. Pour aller plus loin, lire en ligne l'article de Guillermo Kozlowski, « Numérisation à l'hôpital, un gain de temps ? » https://www.cultureetdemocratie.be/articles/numerisation-a-lhopital-un-gain-de-temps/

Stéphanie Aubin
Directrice générale de la Maison des Métallos à Paris

SYSTÈMES DE BRUTALITÉS

L'intégration dans la sphère concurrentielle et marchande des arts vivants, depuis le siècle dernier, a développé des enchevêtrements de « systèmes de brutalités » comme les nomme Stéphanie Aubin. Ces systèmes de brutalités n'ont fait que s'amplifier. Dans ces enchevêtrements, un point commun est manifeste : le rapport au temps. Il se pose en termes économiques, politiques mais aussi physiques et sensibles en impactant l'intégralité de nos êtres et de notre rapport au vivant. S'il est utile d'en prendre conscience par l'analyse, il est aussi nécessaire de ne pas s'arrêter à la critique mais de construire des possibilités d'alternatives, à l'image du travail entrepris par la Maison des Métallos à Paris.

Surabondance consumériste

Économiquement, le secteur des arts vivants, comme beaucoup d'autres, fait le jeu et simultanément pâtit d'une surabondance consumériste et informationnelle. Non pas qu'il y ait trop d'artistes, la surabondance n'est pas à chercher de ce côté-là, c'est au contraire une preuve de vitalité essentielle au pays. En revanche, qu'il y ait trop de sorties de créations en regard des capacités de diffusion, c'est indéniable. Nous sommes devant une surproduction amplifiée dans le temps par un raccourcissement des durées d'exploitation cumulé à des délais de « fabrication » réduits à minima, et enfin d'une quasi absence des périodes de recherche, d'incubation ; ce qui est très exactement à l'opposé d'une structuration durable, tant pour les équipes artistiques, les lieux, leurs usager·es et in fine la planète. C'est un problème systémique.

Si le ministère de la Culture français, à la vitesse de l'escargot, a amorcé des aides sur des durées plus longues, il n'en reste pas moins que les aides ponctuelles aux projets se sont multipliées, tandis que les moyens pour les soutenir – hors Covid – baissent régulièrement. Rarissime aussi que les territoires ne soient pas envoutés par la logique évènementielle et festivalière. Quant au *turn-over* dans les programmations des théâtres, il a frôlé l'absurde sous l'effet des reports liés à la pandémie (même s'il résultait d'une louable volonté de solidarité avec les compagnies programmées). Tout ceci n'ayant fait au fond qu'aggraver le *turn-over* des publics eux-mêmes, submergés de sollicitations, piégés par ce nouvel horizon du capitalisme, boucle mortifère de l'économie de l'attention. À celui qui avait osé dire à ce sujet que le roi était tout nu (on se souvient en 2004 du « temps de cerveau disponible » vendu par Patrick Le Lay, PDG du groupe TF1), c'est aujourd'hui le fondateur de Netflix, Reed Hastings, qui répond : « À la marge, nous sommes en concurrence avec le sommeil. »

Surabondance informationnelle

Dans la foulée de ce qui a structuré cette économie de l'attention, de la réclame à l'audimat ou maintenant au classement algorithmique, nous sommes nous aussi, dans le spectacle vivant, tenu·es de capitaliser l'attention. Pour cela, le principe de notoriété marche à plein régime – ce qui est assez paradoxal pour des institutions subventionnées favorisant l'émergence ou les démarches artistiques si singulières qu'elles ne pourraient être traitées que par du « marketing de niche ». À cette économie de la « distinction », l'alternative actuelle est de passer par la prescription des pairs – voire des influenceur·ses. Si l'horizontalité induite est effectivement intéressante, on ne peut pas prétendre que cela aille dans le sens de l'écologie de l'attention si bien pensée par Yves Citton. Car ainsi, nous ne faisons que servir la soupe aux GAFAM à coup de Facebook et autres Instagram, et réduisons la considération que nous portons à nos concitoyen·nes à celle de simples consommateurs et consommatrices potentielles. Cherchez l'erreur[1]...

> « Nous sommes devant une surproduction amplifiée dans le temps par un raccourcissement des durées d'exploitation cumulé à des délais de « fabrication » réduits à minima et enfin d'une quasi absence des périodes de recherche, d'incubation. »

Violence concurrentielle

Plus la denrée se fait rare (en nombre mais surtout en durée et qualité d'attention) plus la compétition s'accélère, altérant encore ce qui reste

de capacité attentionnelle : la boucle est bouclée. Nouveau paradoxe pour nous, artistes et lieux d'art et de culture, dont l'objectif premier est au contraire de cultiver par l'expérience sensible la notion de présence à soi et au monde, de transmettre le désir de porter attention aux mouvements de la pensée et des corps, de développer notre aptitude collective à être attentionné·es au vivant sous toutes ses formes, à commencer par nous-mêmes.

Rupture générationnelle

Ce phénomène d'accélération et de fragmentation conduit à perdre la notion de parcours artistique et à segmenter les œuvres en produits plus ou moins attractifs. L'art n'est alors plus considéré comme une ressource – ce que nous défendons bec et ongles à la Maison des Métallos –, mais comme un bien de consommation qui fut, faut-il le rappeler, considéré par nos dirigeant·es moins essentiel que la brioche ou le tabac… Sans notion de parcours dans l'œuvre d'un·e artiste, il n'y a pas non plus de raisons d'identifier les filiations ou les ruptures dans l'histoire des arts. C'est donc la transmission même qui se voit dévitalisée et la cohésion d'une chaine générationnelle mise à mal sans la lecture de ses mouvements, de ses remises en cause, de ses crises et de ses renaissances… Condamné·es au présentisme dit le philosophe Mathieu Potte-Bonneville : « La religion du progrès, source de continuité, est brisée. Le "présentisme", sorte d'éternel présent sans horizon, nous enferme. La question politique fondamentale est de trouver des portes de sortie de manière à reconstruire de l'alternative, du futur. »

Essayons…

Alors oui cherchons, puisque dans cet engrenage systémique lié à des logiques marchandes (surabondance, violence concurrentielle, guerre de l'attention) chacun·e est responsable ou du moins contribue à alimenter une partie du problème : chacun·e est donc aussi par voie de conséquence capable de trouver une partie de la solution, ce qui peut nous remonter le moral ! Sauf qu'en l'absence d'une vision partagée (dont l'impulsion incomberait en toute logique au ministère de la Culture) cela semble bien ardu de sortir de ce courtermisme ni soutenable ni désirable…

Mais essayons donc…

Certain·es artistes ont décidé de freiner au prix d'un faire et vivre autrement : je suis capable de rassembler dans ce même mouvement trois artistes aussi différents que Jérôme Bel, Bonaventure Gacon et Chloé Moglia : l'un considérant les interprètes qui le rejoignent comme des parties-prenantes si puissantes qu'il peut les motiver – plus que les diriger – de loin, sans prendre l'avion, empreinte carbone oblige… L'autre, depuis sa roulotte, préférant démarrer ses créations dans le temps qui sera le sien et ne sollicitant les coproducteur·ices qu'une fois le projet bien enraciné. La troisième, suspendue dans les airs et faisant de la lenteur la résultante d'une attention extrême, indispensable à la prise de risque de sa pratique autant qu'à sa philosophie de la vie. Ils et elle, nous encouragent à aborder autrement l'usure de cette compétition tous azimuts, à résister à la temporalité imposée par cette concurrence acharnée.

Un autre système s'emploie aussi à prendre en compte la temporalité spécifique du travail artistique, ce serait manquer l'essentiel que de ne pas le citer. Le régime de l'intermittence vient soutenir en profondeur la filière du spectacle vivant. Il consiste à compenser, grâce à une solidarité nationale – et non sectorielle –, ces logiques de fragmentation. Il y a là un laboratoire de la flexibilité avec tous les dangers que cela représente[2] mais il y a aussi la revendication d'une nouvelle conception du temps ni linéaire, ni binaire, composée d'un agencement de temporalités hétérogènes, toutes nécessaires à « l'employabilité » des artistes ou des techniciens·nes mais pas toutes visibles et rémunérées (temps de formation, de recherche, d'incubation, de réseautage, etc.). Laboratoire aussi dans sa capacité à devenir un modèle pour sécuriser les mutations du travail actuelles et pas seulement celles du spectacle vivant. Il faut lire à ce sujet *Intermittents et précaires* d'Antonella Corsani et Maurizio Lazzarato , ô combien précieux pour notre secteur, qui ont suivi et analysé le conflit à partir de 2003[3].

Mais de notre côté à la Maison des Métallos, comment essayons-nous de prendre part à tout ça ? D'abord en tentant l'impossible : en osant croire qu'une institution peut, toute institution soit-elle, entamer sa propre transformation ; en ayant la certitude dans l'urgence actuelle que c'est même un devoir. D'autant plus quand une tutelle, la Ville de Paris, sait prendre des risques et investir durablement et que celle-ci est incarnée par un conseil d'administration et un président, Patrick Bloche, « à la patience inoxydable », je le cite – encore une question de temps !

Alors nous faisons quoi ? Rien de plus simple, nous changeons de point de vue, donc de logique, de temporalité et de façon de faire…

Changement de point de vue

L'art est identifié comme une ressource et non comme un bien de consommation. C'est-à-dire que nous le considérons comme un moyen d'aider celles et ceux qui s'y frottent : 1) à se retrouver ; 2) à développer des aptitudes qui vont leur être utiles particulièrement dans notre contexte de crise environnementale ; 3) à cultiver imagination, espérance et pouvoir d'agir ensemble.

… et de logique

Cette phrase qui n'a l'air de rien a des conséquences majeures au niveau de sa mise en œuvre et bouleverse nos manières de faire : il ne s'agit plus de proposer des spectacles à la chaine mais de faire la place à une véritable diversification des formats artistiques et des modalités de rencontres : des installations immersives, des sorties et balades accompagnées, des ateliers, de la réflexion et du débat, de la convivialité et des fiestas, des spectacles dans ou hors les murs… Les formats se diversifient et s'articulent autour d'un fil rouge en lien avec ce que cette nouvelle ère des transitions exige de nous ; ce fil rouge est évidemment choisi en fonction de l'équipe artistique en présence (c'est le point de vue curatorial) et avec elle (c'est s'assurer de ne pas se tromper) ; au lieu de mettre en avant le seul nom de l'artiste (principe de notoriété) nous mettons en avant ce que nous allons faire ensemble…

> « Sans notion de parcours dans l'œuvre d'un·e artiste, il n'y a pas non plus de raisons d'identifier les filiations ou les ruptures dans l'histoire des arts. C'est donc la transmission même qui se voit dévitalisée et la cohésion d'une chaine générationnelle mise à mal sans la lecture de ses mouvements, de ses remises en cause, de ses crises et de ses renaissances. »

Changement de temporalité

Ce programme (que nous préférons nommer terrain d'aventures partagées) se construit en coopération entre l'équipe de la Maison et l'équipe artistique invitée. Cette CoOP (diminutif de coopération) va s'installer dans nos murs un mois durant. Dix mois dans l'année, dix équipes différentes…

En fait vingt ! Car en réalité, simultanément (et de façon moins visible) une seconde équipe artistique est présente. Elle a répondu à un appel à projet ouvert à tou·tes dont l'objectif est de proposer un temps de recherche dans un environnement à la fois protégé et stimulant en compagnie de la CoOP qu'elle a choisie. Nous l'appelons la Co-CoOP et elle n'est tenue à aucune obligation de résultat.

Changement d'économies humaines

Nous pensons que les formes d'aide publique et citoyenne doivent favoriser d'abord les agencements coopératifs. Tout simplement parce que nous savons que c'est sans doute le seul moyen de nous en sortir. Je cite Olivier Pastor : « La coopération n'est selon moi plus un choix mais la seule condition pour faire face aux enjeux sociaux, économiques, démocratiques et environnementaux. Les solutions à mettre en œuvre sont connues, reste à savoir créer les conditions de leur acceptabilité. J'oppose pour seule alternative à cette voix sa polarité opposée de l'exercice du pouvoir : celle de la rigidification et de l'autoritarisme que l'on voit d'ores et déjà se mettre à l'œuvre… deux projets de société bien différents en somme. »

Nous avons commencé avec les artistes, nous continuons à nous former en interne (auprès de ce même Olivier Pastor – Expert en gouvernance partagée et co-fondateur de l'Université du Nous[4]) afin que cette pratique collaborative s'étende à nos partenaires, nos voisin·es, les usager·es et les publics. Et nous avons pour cela créé notre propre réseau social, le « Hub Métallos », alternative aux GAFAM…

Si c'est ardu à réaliser ? Oui, c'est ce que nous, l'équipe, dirons en chœur. Mais c'est passionnant.

Est-ce que c'est efficace ? Là nous demanderons si l'efficacité est jugée à court moyen ou long terme, manière de ne pas répondre trop tôt…

Est-ce que cela peut servir de modèle ? Surtout pas.

D'inspiration ? Oui c'est ce qu'on espère.

Tant que l'art propose d'autres situations que celles que nous lui connaissons, c'est qu'il est vivant. ■

1. Magnifique interview d'Yves Citton, « L'attention, un bien précieux », par Stéphanie Arc, in *CNRS le journal*, 17 juillet 2014.
2. Lire à ce sujet l'indispensable *Portrait de l'artiste en travailleur. Métamorphoses du capitalisme* de Pierre-Michel Menger, Seuil, 2002.
3. Antonella Corsani et Maurizio Lazzarato, *Intermittents et précaires*, Amsterdam, 2008. Voir aussi : Antonella Corsani, « Les travailleurs du spectacle en lutte contre les réformes néolibérales. Pour une Europe sociale ? », in *Artistes au travail. On bouscule les idées reçues*, Les Cahiers de Culture & Démocratie n°6, 2016, p.18. https://www.cultureetdemocratie.be/uploads/2020/11/Cahier_6-3.pdf
4. https://universite-du-nous.org/



Marianne Langlet
Collectif des Associations Citoyennes (France)

ENTRE KAIROS ET CHRONOS

Le travail social s'écartèle entre deux injonctions contraires : d'un côté la nécessité de la prévention qui nécessite un temps long, et de l'autre l'accélération impulsée par les logiques gestionnaires issues du secteur privé qui pressurisent le temps parfois jusqu'à la maltraitance. Augmentée par la numérisation du travail social dont les outils permettent le calcul et la mesure stricte des prestations, la culture du résultat et de l'acte calibré dénature le sens de ce travail. Marianne Langlet évoque des réalités françaises mais qui font largement écho à celles du territoire belge, où la crise sanitaire a été l'occasion d'une accélération des rythmes gestionnaires, notamment par la numérisation des services publics et des demandes d'accès à certains droits. Face à ces rouleaux compresseurs, il est temps d'apprendre à reprendre notre temps.

Attraper Kairos

Grosse touffe de cheveux à l'avant du crâne, ce petit dieu ailé de la mythologie grecque présentait une nuque chauve parce qu'il fallait le saisir, par les cheveux s'il le fallait, lorsqu'il filait. Kairos figure l'opportunité, l'impromptu. Il garde une place au panthéon de la prévention spécialisée, celle qui s'installe pour permettre la rencontre quitte à perdre du temps. Dans la rue, cette prévention exige la présence au long cours des éducateur·ices pour qu'ils et elles puissent saisir l'instant, construire la confiance. Elle offre l'attente nécessaire à l'émergence des demandes, des échanges. Elle assure la présence d'adultes de confiance dans l'espace public, n'entre pas dans les paramètres d'efficacité des progiciels de gestion malgré son efficacité bien réelle à tisser du lien. La clinique éducative se construit dans ce quotidien, dans ces temps perdus, ces imprévus.

Existe-t-il encore des clubs de prévention[1] en France qui parviennent à garder ces fondamentaux ? Espérons-le, malgré un constat amer – partout des équipes disparaissent. Dernier exemple en date, en Ardèche où l'arrêt brusque des financements d'une association, présente sur le territoire depuis 40 ans, a mis en péril plusieurs équipes de prévention. Finalement, face à une forte mobilisation, la convention passée avec l'association a été prolongée de 6 mois. Un sursis… avant peut-être une nouvelle remise en cause. Dans certains départements, comme dans le Loiret, ce travail de rue n'existe plus ou bien il a été remplacé par de la médiation aux pratiques différentes. Enfin, beaucoup de départements enjoignent les professionnel·les à s'inscrire dans une logique sécuritaire, réduisent leurs missions à la lutte contre la délinquance, exigent des remontées chiffrées. Ils jugent la simple présence à l'autre dans la rue comme une perte de temps inutile.

Chronos, père des heures

La prévention spécialisée représente l'exemple type des pratiques qui s'insèrent très mal dans le monde du vieux monsieur barbu à l'air souvent sévère, Chronos, autre dieu grec, personnification du temps. Chronos, le père des heures, dont les enfants ressemblent aujourd'hui trait pour trait aux consultant·es des cabinets privés, biberonné·es au néolibéralisme et œuvrant pour la marchandisation, entre autres, du secteur social. Ces dernier·es traquent Kairos avec des demandes de résultats, d'efficacité chiffrée, de mesures d'impact, de rentabilité. Ils et elles veulent gagner du temps coute que coute, quitte à faire mal. Traquer les temps morts, imposer, via les progiciels, des outils de contrôle, compter le temps. Leur désir est une rentabilité immédiatement visible et mesurable.

Ils et elles se sont installé·es dans les services publics imprégnés de *new public management*. En 2010, dans les caisses d'allocation familiale françaises (CAF), par exemple, cela se présente sous un angle tout à fait louable : réduire le temps d'attente au guichet à moins de 20 minutes. Qui peut être contre ? Dès lors, la convention d'objectifs et de gestion exerce une pression du chiffre dans un contexte de réduction des moyens et engage les agent·es à travailler de plus en plus vite. « On va considérer comme un bon point le fait de renseigner les allocataires en moins de sept minutes au guichet, mais c'est le signe que les salarié·es sont dans l'obligation de mal travailler », remarque dans les colonnes de *Lien Social*[2] le représentant syndical d'une CAF. Depuis, les guichets des CAF disparaissent, fondus par la dématérialisation des services publics qui accélère un peu plus les procédures. Dans un récent ouvrage[3], les sociologues Gilles Jeannot et Simon Cottin-Marx analysent

ce développement du numérique comme « une forme de privatisation qui ne dit pas son nom ». Elle « met les usager·es en concurrence » et « accélère la perte de souveraineté publique ». Cette dématérialisation menée à marche forcée permet à certain·es de gagner du temps mais exclut et fragilise un peu plus les personnes éloignées du numérique. Dans un récent rapport[4], la défenseure des droits Claire Hédon notait : « La transformation du service public induite par sa numérisation est profonde, elle modifie radicalement les modes de relations avec les usagers et elle mérite d'être menée à un rythme compatible avec les évolutions des usages et des capacités des usagers, ainsi qu'avec le rythme de déploiement des indispensables politiques d'accompagnement. » Prendre le temps, en somme. Dans le travail social, l'outil numérique, devenu central en ces temps de crise sanitaire, peut donner l'impression que les contraintes de temps et d'espace ont été abolies, engage à travailler dans l'immédiateté, sur le schéma d'une demande et d'une réponse immédiate. Tout à fait dans l'optique des enfants de Chronos.

Les droits bafoués

Poussées à l'extrême dans le travail du *care*, ces exigences de rentabilité, de rapidité, amènent à des violations graves des droits des personnes, comme le démontre le scandale des établissements pour personnes âgées dépendantes Orpéa. « Le respect de l'hygiène, le temps de toilette, la surveillance des escarres, la prévention des chutes sont altérés par le manque de temps du personnel », souligne le journal *Le Monde*[5] qui a eu accès à une synthèse du rapport sur ce groupe, resté à ce jour non public, couvert par la loi sur le secret des affaires. Commandé par le gouvernement aux inspections générales des finances et des affaires sociales, sa conclusion, selon *Le Monde*, indique la priorité d'Orpéa : « Un objectif de performance budgétaire qui contribue à la mauvaise qualité de vie des résidents et des soins qui leur sont prodigués. » Jusqu'où cette priorité peut-elle nous mener ?

> « Cette dématérialisation menée à marche forcée permet à certain·es de gagner du temps mais exclut et fragilise un peu plus les personnes éloignées du numérique. »

Les conséquences de cette marchandisation du social ne sont pas des dérives mais les résultats d'une pensée néolibérale appliquée aux politiques sociales. Avant le livre *Les fossoyeurs*[6] qui a permis l'exposition médiatique du problème et les réactions outrées des politiques, bien d'autres alertes tentaient d'attirer l'attention… et pas uniquement dans le champ de la dépendance. Dans une recherche menée par le collectif Pegase (petite enfance grand âge solidarité encore), intitulée *L'ESS dans la petite enfance et le grand-âge à l'heure néolibérale*[7], les chercheur·ses soulignent que « les établissements subissent l'évolution néolibérale des régulations publiques, que ce soit sur le plan des nouvelles formes de contractualisation, sur celui de la diversification des acteurs au profit des entreprises privées lucratives, voire même sur celui des référentiels d'intervention sociale ou la manière d'encadrer et de définir la qualité des services ». Il s'ensuit une « rationalisation industrielle des modes de gestion » et donc de prise en charge. Les chercheur·ses notent que la norme gestionnaire imposée aux directions des structures, notamment dans la petite enfance, induisent des « tensions fortes [sur] la qualité de l'accueil mais également sur le rythme et la qualité du travail ».

Temps comprimé

Des exigences qui s'appliquent partout dans le champ associatif. Ces dix dernières années, les appels d'offre prennent de plus en plus le pas sur les subventions et avec eux, les pratiques associatives changent profondément. Moins de six minutes. Voilà la durée fixée pour un appel téléphonique, inscrite dans l'appel d'offre renouvelé en 2021 pour gérer la plateforme d'écoute aux victimes d'infraction pénale, portée par l'association France Victimes depuis 2001. Si l'écoutant·e dépasse les neuf minutes, l'association risque une pénalité financière. Scandale. Les 130 associations locales qui constituent la fédération France Victimes montent un collectif pour demander « la suppression de la limitation du temps d'écoute des victimes ». Dans les colonnes du *Monde*, Olivia Mons, porte-parole de l'association, détaille : « Notre rôle, c'est avant tout d'écouter. Déjà, ça prend du temps. Il y a des silences qu'il faut savoir respecter, des larmes qu'il faut savoir entendre. »[8] Face à la bronca, le ministère de la Justice à l'origine de l'appel d'offre recule. L'histoire va un peu plus loin avec le 3919, la ligne d'écoute des femmes victimes de violences, portée depuis trente ans par une fédération d'associations. Cette fois l'appel d'offre rebat les cartes en lançant un nouveau marché public. Les critères d'attribution se fixent des objectifs « quantitatifs » sur le « nombre d'appels répondus » et le « temps moyen passé par appel ». La fédération pointe une approche mercantile, une mise en concurrence entre associations mais aussi la perte d'un savoir-faire, une volonté de faire toujours plus et plus vite, elle dénonce le passage par un marché public et plaide pour des financements via des subventions. Là encore, la mobilisation nationale fait reculer l'État ; l'appel d'offre a été retiré et la subvention pour l'instant maintenue. Mais pour cette actualité mise en lumière médiatiquement, combien de marchés publics inspirés des mêmes

critères quantitatifs passés sous silence ? Et combien acceptés par les associations ?

> « Les conséquences de cette marchandisation du social ne sont pas des dérives mais les résultats d'une pensée néolibérale appliquée aux politiques sociales. »

« Il ne peut y avoir de politique sociale sans une libération du temps. Cumulés, le temps médiatique, le temps politique, le temps procédural… sont devenus contre performants, étouffant le temps éducatif et de l'insertion, le temps du dialogue et de la coopération, le temps d'être des semblables. » Cet appel à la libération du temps est lancé par le sociologue Michel Chauvière lors d'un séminaire sur les politiques sociales de solidarité en 2012[9]. Il met en garde contre la « norme d'utilité immédiate » qui impose sa marque au travail social. Dix ans plus tard, le temps s'accélère encore pour nombre de travailleuses et travailleurs sociaux qui ne cessent d'alerter. Dans un manifeste intitulé *Debout pour nos métiers du travail social !*[10], le collectif Avenir éducs et les sociologues Michel Chauvière et Jean-Sébastien Alix écrivaient en 2017 : « Les travailleurs sociaux disent et répètent qu'ils sont des professionnels de la relation, inscrits dans une clinique du quotidien aux allures multiples car dépendant des personnes, du contexte, de l'environnement, des théories, des controverses… Concrètement, cette clinique suppose la rencontre, avec des hommes, des femmes, des enfants et des jeunes, dans leur singularité de sujet. Elle rompt avec l'urgence qui tend à dominer les rapports sociaux. » Une alerte à la libération du temps, contre le rouleau compresseur de la marchandisation, qu'il est urgent d'entendre et de défendre au sein même des associations. ■



1. En France les clubs et équipes de prévention mènent une action éducative tendant à faciliter une meilleure insertion sociale des jeunes, par des moyens spécifiques supposant notamment leur libre adhésion.
2. *Lien Social* n° 1094 du 21 février 2013 https://www.lien-social.com/Tenir-Les-raisons-d-etre-des-travailleurs-sociaux
3. Gilles Jeannot, Simon Cottin-Marx, *La privatisation numérique, déstabilisation et réinvention du service public*, Raisons d'agir, 2022.
4. Rapport *Dématérialisation des services publics : trois ans après, où en est-on*, 16 février 2022 https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rapport-dematerialisation-2022_20220307.pdf
5. « Ehpad : L'Etat rend un prérapport accablant pour le groupe Orpéa », *Le Monde* du 21 mars 2022. https://www.lemonde.fr/scandale-orpea/article/2022/03/21/ehpad-l-etat-rend-un-pre-rapport-accablant-pour-le-groupe-orpea_6118470_6113065.html
6. Victor Castanet, *Les fossoyeurs*, Fayard, 2022.
7. Cahier de recherche Chaire ESS-UGE, *L'ESS dans la petite enfance et le grand-âge à l'heure néolibérale, premiers résultats d'une étude exploratoire comparative*, Numéro spécial 2022 https://chaire-ess.univ-gustave-eiffel.fr/fileadmin/contributeurs/Chaire_ESS/N_Special_2022_Cahier_de_la_chaire_ESS-UGEVD.pdf
8. « Numéro d'aide aux victimes : le nouvel appel d'offres rabote le temps d'écoute », *Le Monde* du 8 juillet 2021. https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/07/08/numero-d-aide-aux-victimes-le-nouvel-appel-d-offres-rabote-le-temps-d-ecoute_6087603_3224.html
9. Séminaire « Demain, quelles politiques sociales de solidarité ? », tenu entre 2009 et 2012 au Cedias – Musée social. http://www.cedias.org
10. Jean-Sébastien Alix, Didier Bertrand, Jean-Marc Brun, Michel Chauvière, Gabrielle Garrigue, *Debout pour nos métiers du travail social !*, Eres, 2017.

LE RETARD, UNE RÉSISTANCE À LA MARCHANDISATION DU TEMPS

Hélène L'Heuillet
Maitresse de conférences en philosophie à Sorbonne-Université et psychanalyste

La peur de l'ennui et la hantise du retard : deux expressions du malaise temporel qui, selon Hélène L'Heuillet, caractérise notre époque. La conjugaison des deux nous pousse dans une course folle. Or cette course ne nous fait-elle pas perdre quelque chose ? Dans notre situation post-pandémie de Covid-19, et à l'heure du tout productivisme qui fait du temps la clé de voute du profit, que pouvons-nous apprendre de ce temps continu de l'urgence ? Pouvons-nous y trouver des renversements, ou du moins des leviers de résistance ?

Le temps est devenu le problème principal du sujet humain contemporain. On est souvent saisi·es de la nostalgie de l'époque supposée où on en « avait », particulièrement celui qu'on ne consacre qu'à soi. C'est ainsi que l'on engage avec la temporalité une lutte destinée à la contrôler, ou à la combler quand elle nous met face au vide. Le malaise temporel est multiforme, mais plusieurs symptômes le caractérisent : course folle, ennui, hantise du retard et sentiment de l'urgence. Ces expériences temporelles sont reliées les unes aux autres. Pour ne pas s'ennuyer, on court et quand on court d'urgence en urgence, on risque en premier lieu d'être en retard. Comment en est-on arrivé·es là ? Comment distinguer, dans ce malaise, ce qui relève de la spécificité de notre époque et ce qui appartient à la structure de notre relation au temps ? Qu'avons-nous perdu dans la course folle ? Comment y résister pour retrouver une relation subjective au temps et s'installer autant que possible dans une temporalité vivante et non aliénée ?

Accélération

Le malaise dans la temporalité prend d'abord la forme de l'accélération. En 1952, dans *Race et histoire*, Claude Lévi-Strauss remarquait que la révolution industrielle était un phénomène de cumul d'inventions seulement comparable à la révolution néolithique, qui environ 10 000 ans avant notre époque, avait vu le début de l'agriculture et de la sédentarité. Mais le numérique, depuis la fin du XX^{e} siècle, a donné un nouveau coup d'accélérateur à l'histoire. L'accélération technologique a entrainé un changement de paradigme existentiel. La vitesse de l'intelligence artificielle a rendu mornes les rythmes lents ou tout simplement les variations d'intensité. L'accélération de l'ordinateur porte à intensifier à la fois le travail et la vie. Au bureau ou dans son jardin, en vacances ou au travail, on chasse les temps morts et les intervalles vides. Gestionnaires de notre temporalité, nous entretenons à celle-ci un rapport de rentabilisation, en trouvant toujours de petites choses à caser dans les petits bouts de temps, et en nous efforçant de mettre à profit chaque seconde de nos loisirs. L'accélération n'est rien d'autre qu'une forme de capitalisation du temps, et un rapport capitaliste au temps.

L'entrée de la temporalité dans une logique de profit s'est produite de la même manière que le productivisme industriel, par le morcellement. Nous fragmentons le temps pour pouvoir le rentabiliser, comme, au début du capitalisme, on a fragmenté les métiers pour rentabiliser le travail. Au morcellement des opérations dans la manufacture, étudiée par Adam Smith puis par Marx, correspond ici un morcellement du temps en vertu duquel nous devenons incapables de nous installer dans la temporalité. Tout est définitivement toujours trop long, qu'il s'agisse de l'attente aux caisses dans les magasins, du temps de lecture des livres et même parfois des journaux — qui, de plus en plus souvent, nous indiquent combien de minutes la lecture d'un article nous réclamera. Les films du cinéaste japonais Yasujiro Ozu, le peintre du temps, ne sont plus à la mode, leur rythme lent étant devenu insupportable à des spectateur·ices qui exigent, pour être captivé·es, un suspens haletant rendu possible par une fragmentation du temps en instants artificiellement déliés les uns des autres.

Le grand confinement du printemps 2020 causé par la pandémie de Covid-19 a semblé promettre une pause. Mais le recours au télétravail inaugura de nouvelles injonctions. De nombreux manager·euses, redoutant que leurs équipes en télétravail ne soient saisies de paresse ont intensifié les tâches, contrôlé le travail dit « effectif » et dérégulé le temps en donnant des consignes à toute heure du jour, de la soirée et de la nuit.

Destruction du temps, destruction du travail

Si même une pandémie ne peut transformer le rapport au temps dans le travail, c'est que la conception du travail est fondamentalement en cause dans notre rapport aliéné au temps. Nous en sommes au point où la valorisation excessive du travail se retourne en dévalorisation, dégout, burn-out, reconversion des haut·es diplômé·es vers des métiers manuels autrefois disqualifiés[1]. L'excès de productivisme se fait sentir dans tous les domaines, y compris à l'université, où il y détruit aussi le temps long de la réflexion et de l'étude. L'augmentation de la production, de marchandises comme de mails, entraine inéluctablement la diminution de la qualité du produit et la dégradation de l'activité laborieuse.

Tout travail suppose en effet une attention à la chose que l'on doit élaborer. Pour bien travailler, il faut se régler sur la temporalité demandée par cette chose. Le travail est une expérience de dessaisissement du temps. On ne peut pas maitriser le temps, mais c'est le temps qui nous maitrise : voici ce que nous comprenons quand une tâche exige de nous du savoir-faire, de l'attention, de l'intelligence. Aujourd'hui, les travailleur·ses ne revendiquent plus exactement du temps en dehors du travail, mais du temps *au* travail, pour accomplir correctement leur tâche[2]. Récemment, un scandale a éclaté en France après que des pizzas de la marque Buitoni ont été responsables de la vente de produits contaminés par la dangereuse bactérie E. coli. Un reportage du journal *Libération* a montré que le manque d'hygiène de l'usine incriminée provenait du manque de temps au travail. L'exigence de production était telle qu'il était impossible de nettoyer les machines ou de vérifier qu'on ne recongelait pas du déjà décongelé[3].

> « Si même une pandémie ne peut transformer le rapport au temps dans le travail, c'est que la conception du travail est fondamentalement en cause dans notre rapport aliéné au temps. »

La justesse de l'analyse du mécanisme de l'exploitation capitaliste par Marx et Engels apparait de nos jours. Ces premiers théoriciens de l'accumulation de capital ont compris que le coup de génie de ses inventeurs fut d'aller chercher le surtravail à la source même de l'activité laborieuse, là où son prélèvement pouvait être invisibilisé. Si, quand je pars travailler huit heures, j'accomplis progressivement le travail qui réclame dix heures, douze heures, seize heures, je ne m'en aperçois qu'à la fatigue que j'éprouve, laquelle peut parfaitement être considérée comme subjective et marque d'une coupable « faiblesse ». Seul celui ou celle qui a augmenté les cadences peut prouver que telle en est la cause, mais il ou elle n'a pas intérêt à le faire.

Ce prélèvement invisible a connu des étapes. Nous en sommes au point où il a fallu rogner tous les temps dits « morts ». Dans les années 1980, l'entreprise Toyota eut l'idée de faire subir un régime « amaigrissant » à ses couts de production ou de livraison. La seule solution pour y parvenir, alors que l'on était au bout de l'utilisation des capacités de travail des ouvrier·es et des cadres, fut de réduire tous les intervalles qui demeuraient entre les moments de la journée. On a nommé cette opération « *lean management* ». Le plus surprenant réside dans le succès non seulement économique mais idéologique de cette trouvaille. Jusque dans les professions intellectuelles, on calcule aujourd'hui un supposé « temps effectif », par exemple, celui passé à écrire pour les chercheur·ses ou à enseigner devant élèves pour les enseignant·es. Pourtant, les temps « morts » font partie du travail vivant pour quiconque n'est pas (encore) un robot. Le cerveau aussi est de la chair humaine.

Temps « intelligent » et temps subjectif

Le corps gêne à l'heure du numérique. Le numérique est un outil indispensable de l'exploitation temporelle. Il nous donne l'heure exacte et permet donc un contrôle temporel plus strict que les sévères disciplines du début de la révolution industrielle. De plus, en gagnant tous les métiers, il supprime les empêchements de travailler. Une grève ne justifie plus d'arrêt de travail ; il suffit de passer en télétravail, et du présentiel au distanciel. Le temps réglé sur l'intelligence artificielle inaugure une nouvelle servitude. On ne se projette plus dans le temps. Il ne peut plus y avoir de projets de sociétés, d'utopies, car ce sont des projections venues du désir. Or, le désir demande du temps, au contraire des impulsions subites et immédiates que le marché de la consommation encourage.

Même la parentalité est désormais soumise à la temporalité numérique. Il n'est plus nécessaire de chanter des berceuses aux bébés qui ne trouvent pas le sommeil. Une chanson enregistrée sur smartphone fait « gagner du temps ». Pourtant, la psychanalyste Éva-Marie Golder rappelle que « tout ce temps perdu à bercer l'enfant, lui chanter des chansons, c'est du temps gagné pour l'enfant qui se constitue d'abord un trésor de sécurité et qui se nourrit de la musique maternelle et paternelle »[4]. Les enfants d'aujourd'hui sont pour la plupart désiré·es, mais naissent coupables d'empêcher « d'avoir du temps pour soi ». Nous n'avons plus le temps de parler avec elles et eux, de leur lire des histoires et de les écouter raconter des journées dont ils égrainent les épisodes au moyen de la seule conjonction de coordination « et », retrouvant

sans le savoir la temporalité du récit analysée par Walter Benjamin dans *Le narrateur*, temporalité ennuyeuse en apparence mais essentielle à la « détente mentale »[5], et à la construction subjective. Il est vrai que les parents sont soumis à des exigences contradictoires : un·e jeune enfant demande du temps, mais il faut pouvoir être en forme pour travailler.

> “Le temps du retard est un temps précieux parce qu'il nous rappelle la réalité subjective du temps. Prendre le temps d'être en retard, c'est se rappeler qu'on est un corps et que le temps n'est pas une marchandise qu'on pourrait s'approprier et rentabiliser.”

Dormir devient un défi dans la société du manque de temps. Plus on contrôle son temps, moins on dort, puisque dormir ne devient possible que lorsque toute instance de contrôle se met elle-même en sommeil. Dormir suppose de s'installer dans un temps subjectif, de prendre le risque de ne pas se réveiller, de ne pas se réveiller à temps, de ne pas entendre le réveil, voire d'oublier de régler son réveil. Ce geste aussi simple que s'endormir implique un rapport au temps très complexe. Il faut changer de logique temporelle, rompre avec les sources d'excitation, sentir le temps pour ne plus le sentir.

Le retard contre l'urgence

Résister à notre aliénation temporelle implique de savoir rompre avec les termes de cette aliénation. Or, ce n'est pas le cas quand, pour échapper au malaise dans la temporalité, nous cherchons à contrôler notre temps, à remplacer des urgences par d'autres urgences, ou à récupérer du temps. C'est bien au contraire avec ce manque que représente le temps que nous devons nous réconcilier, car avec le temps, nous travaillons toujours à perte. C'est dans cette perte seule que nous trouvons notre place de sujets existant à telle ou telle époque de l'histoire. Dans la mesure où toute résistance dépend des conditions historiques singulières qui nous incombent, la réconciliation avec le temps subjectif passe aujourd'hui par le retard. Le retard est à la fois la conséquence de la course folle et une expérience de rupture avec sa logique.

Bien entendu, il ne faut pas confondre le retard avec ces techniques de pouvoir qui consistent à faire attendre une pesonne pour lui faire sentir qu'elle est dominé·e. Le vrai retard ne peut être systématisé. Même quand on en est à l'origine, il est involontaire, se produit par surprise, comme un de ces ratages que la relation au temps rend inévitable.

Le temps du retard est celui de la culture. La culture nous projette dans une temporalité antinomique avec celle de l'accélération, dès lors du moins qu'elle ne se réduit pas à une « piqûre de vitamines pour hommes d'affaires fatigués »[6]. Non seulement la culture nous dépayse en nous emmenant sur les traces de ce qui n'est plus ou de ce qui ne se trouve pas sur notre chemin, mais elle nous fait partager la temporalité d'œuvres qui, même si leur candidature à l'éternité n'est pas toujours retenue, nous installent dans la durée d'une permanence et nous procurent le plaisir de nous attarder. Cette temporalité est ce qui rend le monde habitable, comme l'a montré Hannah Arendt ; elle nous permet « d'oublier les soucis, les intérêts, les urgences de notre vie » [7].

Conclusion

Le temps du retard est un temps précieux parce qu'il nous rappelle la réalité subjective du temps. Prendre le temps d'être en retard, c'est se rappeler qu'on est un corps et que le temps n'est pas une marchandise qu'on pourrait s'approprier et rentabiliser. ■

1. Jean-Larent Cassely, *La révolte des premiers de la classe*, Arkhe, 2017.
2. Hélène L'Heuillet et Frédéric Worms, *Temps de travail et temps au travail*, Fondation Jean-Jaurès, février 2022.
3. Sheerazad Chekaik-Chaila, « D'ex-salariés de Buitoni témoignent: “Ils ont sacrifié les règles d'hygiène pour produire, produire, produire"», *Libération*, 5 avril 2022.
4. Éva-Marie Golder, *Un temps pour apprendre, un espace pour penser*, Retz, 2021, p. 36.
5. Walter Benjamin, *Le narrateur*, (1936), *Écrits français*, Gallimard, 1991, p. 213.
6. Theodor Adorno, *Notes sur la littérature*, (1958), trad. Sybille Muller, Flammarion, 1984, p. 430.
7. Hannah Arendt, « La crise de la culture », in *La crise de la culture, Huit exercices de philosophie politique*, (1961), trad. Barbara Cassin in *L'humaine condition*, ed. Philippe Raynaud, 2012, p. 774.


03:22

Entretien avec
Élodie Vandenplas
Autrice et interprète

Propos recueillis par
Maryline le Corre, coordinatrice
à Culture & Démocratie[1]

CE QUE JE VEUX, C'EST ÉCOUTER POUSSER MES CHEVEUX

Ce que je veux, c'est écouter pousser mes cheveux est un seul-en-scène[2] sur la thématique du temps et plus précisément sur l'accélération sociale. Élodie Vandenplas propose un récit intime et documenté qui nous questionne sur la nécessité de ralentir nos rythmes de vie pour une plus grande présence au monde et pour penser notre « droit au temps ».

Dans ce spectacle, vous interrogez nos rythmes de vie, dans une société où une accélération continue s'impose à l'individu dans tous les domaines. Qu'est-ce qui vous a poussée à faire ce spectacle ? Quelles sources avez-vous mobilisées pour développer ce constat ?
Je ne savais pas que j'allais écrire un spectacle sur le temps mais depuis plusieurs années,c'était un concept qui m'attirait. Parfois je me sentais aussi en colère face à des propos sur le temps, sans vraiment savoir pourquoi. Et puis, c'est un sujet tellement vaste, abstrait, transcendantal, que je ne savais pas par où commencer ni comment l'aborder, n'étant ni philosophe ni physicienne. Par contre, j'avais lu ou vu des choses qui m'avaient touchée. Je pense notamment à l'essai de Denis Grozdanovith *Petit éloge du temps comme il va*[3]. J'avais aussi été subjuguée par l'exposition *Kairos* au château de Gaasbeek, imaginée par la philosophe Joke Hermsen. Il s'agissait finalement de bulles spatio-temporelles pour expérimenter le temps, « comme il va ».
Par contre, je devais me rendre à l'évidence qu'une fois la tête sortie des bouquins ou des expos, je retournais presque instantanément dans une torpeur, un rythme effréné. En tombant sur les recherches d'Hartmut Rosa[4], mais aussi de Lothar Baier[5] sur l'accélération, j'ai trouvé une grille de lecture qui me permettait de comprendre intellectuellement ce que je ressentais. En lisant ces auteurs, c'est comme si le fil rouge se dessinait dans mes bouts de papiers ou comme si j'illustrais finalement, par mon vécu et les ressentis glanés de mon entourage, un propos plus technique.

Vous parlez du sentiment d'être perpétuellement en retard, au travail, d'avoir une liste interminable de choses à faire où des urgences s'ajoutent à des urgences. Que dire sur ce sentiment d'urgence permanente ?
C'est un sentiment que je pensais relégué à la sphère professionnelle, et comme je venais du monde du business, j'imaginais que c'était une des caractéristiques intrinsèques à ce milieu et liées aux techniques de management. J'ai ensuite travaillé dans d'autres secteurs et j'ai pu, comme beaucoup, faire le constat que cette urgence permanente était une forme de pénibilité généralisée, exprimée par beaucoup de travailleur·ses et commune à (presque ?) tous les secteurs. Dans ces circonstances, il parait difficile d'éprouver une satisfaction liée à un travail bien fait, un sentiment d'utilité réelle – même quand on est dans le secteur du soin ou de la santé – un bien-être au travail ou même le plaisir du travail.

Ce sentiment n'est d'ailleurs plus circonscrit au monde du travail. À présent, il faut être actif·ve autant dans la vie professionnelle que dans la vie sociale. Y a-t-il une injonction sociale à gérer sa vie privée comme sa vie professionnelle ?
Hartmut Rosa pose la question suivante : « Une pression uniforme semble s'exercer sur nos épaules, de quelle nature est-elle ? » Il est vrai que certaines personnes ressentent cette injonction permanente de devoir maitriser leur emploi du temps. C'est comme si on était soumis·es à une nécessité absolue de devoir rentabiliser chaque moment de notre vie que ce soit au niveau professionnel ou dans notre manière de gérer nos loisirs, nos vacances, notre vie de famille. Il semblerait donc qu'il y ait un impératif sociétal à être actif·ves partout, tout le temps. C'est pourquoi, l'activation de l'individu est organisée dans tous les domaines. Je pense par exemple aux patient·es-acteur·ices, qui prennent en charge leur propre santé via les plateformes numériques.

« Je dois être
une travailleuse active,
une citoyenne active,
une mère active,
une amoureuse active,
une chômeuse active,
une dormeuse active,
une patiente active,
Je devrais être une séniore active...
Ni utile ni bonne à rien
Devrais-je organiser ma mise à mort active ? »[6]

Cette activation n'est possible que par une disponibilité, une réactivité et une mobilité poussée à l'extrême ce qui mobilise de l'énergie et du temps. Cette manière de fonctionner peut convenir à certaines personnes sans doute, mais pas à tout le monde. Elle peut convenir pendant une période de la vie, mais sans doute pas tout le temps.

Sur le long terme, elle est source de mal-vivre puisqu'elle ne fait que renforcer l'impression que le temps nous file entre les doigts et que nous ne sommes pas maitres·ses de nos parcours, nos histoires de vie personnelles et collectives. Alors, quels sont les moments de répit permis ? Quelles sont les alternatives pour celles et ceux qui ne peuvent maintenir cette cadence ? Comment le temps est-il réparti entre les hommes et les femmes ? Qui a les moyens de s'extraire, si besoin, de cette frénésie ? Qu'en est-il de notre « droit au temps » ?

« Nous ne vivons pas dans une époque,
mais dans un délai. »[7]

L'épuisement pointe, pourtant le sommeil ne vient pas/plus. Vous êtes insomniaque. Le repos n'est-il plus permis même la nuit ? Comment résister face à une exigence de productivité/efficacité au travail quand on ne trouve pas le repos ?
Beaucoup d'études le soulignent, les troubles du sommeil, dont les insomnies, sont en augmentation continue depuis plusieurs décennies et ce davantage dans les pays industrialisés. Aujourd'hui, entendre prononcer : « je suis fatigué·e/je ne dors pas bien » est si fréquent qu'il y a une tendance à le banaliser. Notre société est fatiguée et ça semble normal. Au même titre que l'angoisse, les troubles de l'attention, les épuisements, le bun-out, etc, la fatigue chronique est symptomatique d'une société épuisée, basée sur un modèle capitaliste néolibéral mondialisé, qui teste et épuise à l'infini nos ressources psychiques et physiques.

Mais, l'insomnie c'est comme le temps, ça se gère (formations, psychanalyse, développement personnel, etc.). Que dire sur cette idée que l'individu est responsable de son manque d'adaptabilité ou de sa mauvaise gestion du temps ?
On nous fait surtout croire que ça peut/doit se gérer au niveau individuel, que c'est lié aux capacités de l'individu à se mettre en projet et à sa propre autonomie dans la société. C'est donc un discours très culpabilisant qui pousse à la remise en question, aux doutes permanents et à la diminution de la confiance en soi. Pour un individu riche de temps ou d'argent, il est aisé d'aménager des moments de décélération pour souffler. Mais pour celles et ceux qui ont des difficultés à joindre les deux bouts, qui ont une famille à charge, les travailleur·ses précaires, les familles monoparentales, etc. faire face aux diktats de la vitesse, comme le décrit Hartmut Rosa, est presque impossible. La société de l'accélération exerce une violence sur le vivant, sur l'être humain. Elle génère un trop-plein sociétal qu'on colmate à coup de solutions à court terme, mais qui ne peuvent se substituer à des mesures structurelles, institutionnelles. Il est important d'aborder la réappropriation du temps comme un enjeu de lutte collective pour un bien-être personnel plus durable mais aussi comme un levier de réduction des inégalités sociales.

Vous proposez un récit personnel, mais vous ne parlez pas que de vous. Au-delà des interactions avec le public (quizz, etc.), la conférence est ponctuée de lectures de témoignages. Pourquoi cette mise à distance vous a-t-elle semblé nécessaire ?
Le point de départ est un constat basé sur mes expériences, mes observations, puis enrichi par d'autres points de vue et parcours de vie. Le quizz permet au public de se positionner et de valider un contenu. Et pour moi, c'est hyper important que chacun·e puisse se dire « ok je reste » ou au contraire « je me barre, j'ai plus important à faire de mon temps ». J'avais évidemment besoin de valoriser aussi d'autres récits. Ils sont porteurs d'un autre regard, ils nuancent le propos et amènent certainement plus de densité et des clés de compréhension sur ce sentiment d'accélération. C'est aussi une manière de me connecter à une forme de parole collective par la mise en lien de témoignages individuels.

Vous proposez un moment de « pause musicale » pendant la conférence. Ralentir, c'est possible selon vous ? Se reconnecter au sensible ? Comment ?
Oui les pauses sont possibles. Elles sont surtout nécessaires et vitales dans un régime-temps qui dévore. Des pauses, pour prendre conscience de nos liens serrés avec le dieu Chronos, pour nous

rendre compte du fracas qui vient. Ralentir pour revoir son rapport au monde, les liens que nous entretenons. Ralentir pour se reconnecter à ce que l'on veut vraiment au plus profond de nous, comme projet de vie privée mais aussi comme projet de société. Ralentir pour sortir d'une vision à court terme, pour plus de cohésion et de démocratie. Le temps n'est pas une valeur et pas une marchandise comme une autre. Il ne se vend pas au rabais. Le temps est une richesse, un bien, une ressource commune à redistribuer de manière équitable.

1. Propos recueillis en avril 2022.
2. Conception et interprétation Élodie Vandenplas. Mise en scène avec Émeline Marcour. Regard dramaturgique Sophie Muselle. Création lumière et régie Charlotte Bernard.
3. Denis Grozdanovith, *Petit éloge du temps comme il va*, Gallimard, 2014.
4. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, 2010 ; *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, La Découverte, 2012 ; *Résonance, une sociologie de la relation au monde*, La Découverte, 2018.
5. Lothar Baier, *Pas le temps ! Traité sur l'accélération*, trad.Marie-Hélène Desort et Peter Krauss, Actes Sud, 2002.
6. Extrait du spectacle, *Ce que je veux c'est écouter pousser mes cheveux*, d'Élodie Vandenplas.
7. Günther Anders, *Le Temps de la fin*, L'Herne, 2007.

Laisse
Ralentis.
Ralentis.
Ralentis ton pas.
Vas plus lentement que l'appel de ton pouls.
Décélère.
Décélère.
Décélère ton désir
Et disparais sans excès.
Ne prends pas ton temps
Et laisse le temps te prendre –
Laisse.

Leonard Nolens (1947)
Traduction : Maxime Schouppe





Gil Bartholeyns
Professeur à l'université de Lille, historien et écrivain, rédacteur en chef de Techniques & Culture

PANDÉMIE ET PATHOCÈNE : UNE QUESTION DE TEMPS

Comment la question du temps, de l'époque, se pose-t-elle aux anthropologues et aux historien·es ? Gil Bartholeyns propose le terme de « pathocène » pour situer notre présent dans le temps plus long d'une époque marquée par les maladies industrielles et l'anéantissement de masse des espèces non-humaines. Cet anéantissement ne cesse de nous hanter, mais cette hantise peut cependant nous amener à repenser les liens qui unissent notre vie quotidienne et la vie sur terre, l'idée de santé individuelle et de santé environnementale.

Ce n'est qu'une question de temps ! Voilà l'antienne de la pandémie qui a embouti le monde au printemps 2020. Ce n'est qu'une question de temps avant d'en être quitte, avant que la maladie ne devienne endémique, à l'exemple de la grippe saisonnière. Le temps et la temporalité de la pandémie interpelle aussi les historien·nes. Car, qu'est-ce qu'un évènement qui dure ? Qu'est-ce qu'endurer ? Pourquoi avoir dit que le XXI^e^ siècle ne commençait pas en 2001, avec les attentats perpétrés sur le sol des États-Unis, mais en 2020 ? La pandémie est-elle un accident, une « crise » parmi d'autres au sein d'un cycle qui tend à s'aggraver ? Quelle conception de la normalité et de la maladie devrions-nous adopter pour rendre raison de sa nature culturelle et pas seulement biologique ? Quelle logique des causes et des effets préside à ce genre de phénomènes de grande taille et pourquoi il semble si difficile d'agir pour de bon, comme c'est aussi le cas pour le dérèglement climatique ou l'effondrement de la biodiversité ? Enfin, de quelle histoire des émotions collectives de ces évènements-monde sommes-nous les contemporain·es ? Tout ceci est une question de temps et d'échelle de temps posée aux historien·nes et aux anthropologues. Comment, avant tout, caractériser historiquement notre époque ?

Le pathocène

Le pathocène est un néologisme que j'ai forgé dans *Le hantement du monde*[1] pour tenter de donner un sens historique, non « accidentel », au choc de la pandémie. Il a vocation à relier dans la durée toute une série de phénomènes relatifs à la maladie, aux êtres vivants et à l'environnement. Pathocène est formé de *pathos* – l'affect, la souffrance – comme le mot pathologique, ce qui sous-entend aussi le remède, et du suffixe *cène* qui sert à désigner une ère, comme l'holocène, l'anthropocène ou le capitalocène. C'est donc une proposition d'époque, une époque marquée par les maladies industrielles. C'est aussi un état affectif : nous sommes pathétiques face aux évènements, nous nous illustrons par notre impuissance et notre incapacité à « être cohérent·es » en raison des injonctions de la vie moderne.

Sur le plan de l'expérience, le pathocène, c'est le hantement. La hantise des agents pathogènes : si des invisibles frappent à nos portes c'est qu'un trouble a été introduit dans l'ordre du vivant, et ils retourneront la maison comme des esprits frappeurs tant que l'histoire n'aura pas été comprise, assumée, conjurée. Hanter, de l'ancien scandinave *heimta*, signifie ramener chez soi, fréquenter un lieu. On est aussi hanté·e par « le monde » et sa destruction ; dans mon cas (suite à un terrain mené dans le monde de l'élevage pour écrire *Deux kilos deux*[2]), par l'anéantissement de milliards d'animaux chaque année pour satisfaire une culture alimentaire que rien ne semble pouvoir véritablement déforcer. Pas même une pandémie provoquant « l'arrêt du monde » au cœur de sociétés mondialisées, c'est-à-dire interdépendantes à tous les niveaux, de l'approvisionnement à l'information.

Il est pourtant notoire que 75% des maladies émergentes de ces trente dernières années sont des zoonoses, des maladies qui se transmettent des non-humains aux êtres humains et inversement. Il est aussi établi que dans toutes les épidémies de type zoonotique, l'élevage intensif et la traite des animaux jouent un rôle soit de foyer, soit de relais : la grippe espagnole de 1916 provient de grandes basses-cours américaines ; le mortel virus H5N1, toujours latent, émerge en 1997 d'élevages de volailles et se transmet en Europe par des œufs couvés à l'étranger et des poussins importés ; la grippe porcine mexicaine H1N1 de 2009 est issue d'une recombinaison de souches aviaires et humaines survenue dans un élevage de cochons états-unien ; le patient zéro de l'épidémie à virus Ébola de 2014 est une femme qui préparait du gibier pour le repas familial ; l'écureuil de Corée, entre autres rongeurs vendus en animalerie, est interdit dans nos pays parce qu'il est le vecteur de la maladie de Lyme, et ainsi de suite.

La séquence traditionnelle et médiatique est à ce point pauvre qu'elle ne donne que deux grands précédents à la pandémie de 2020, la grippe espagnole et la peste médiévale, alors que la série est incessante, à laquelle il faut ajouter la grippe aviaire de 1956-1958 et la grippe de Hong Kong de 1968-1970 causant plusieurs millions de mort·es à travers le monde, mais aussi toutes les crises dites sanitaires : crise de la vache folle, poulet à la dioxine, lait à la mélamine, œuf au fipronil, exportation de viandes périmées… ou récemment, l'« épidémie internationale de salmonellose » suite à la consommation de produits Kinder.

Un âge biotique

Il n'y a pas un moment où le monde serait entré, par les sociétés occidentales, dans cette ère de maladies reconnues comme systémiques par la législation notamment européenne. On peut toutefois relever un faisceau d'indices. Les sciences productivistes s'établissent à partir des années 1770-1780. L'Angleterre puis la France vers 1830 voient le développement des comices[3] et des concours agricoles. Le mot « zootechnie » est inventé par André-Marie Ampère en 1834 pour désigner l'art de tirer des animaux « toute l'utilité possible ». La réforme de la police du bétail autour des 1860-1880 en Allemagne, en Belgique ou en Suède est appelée de ses vœux par les vétérinaires confrontés à des « flambées » de maladies dans les troupeaux et les marchés ; face aux mêmes problèmes qu'aujourd'hui, ils[4] préconisent déjà à l'époque les mêmes solutions sécuritaires telles que l'abattage et le confinement, et accordent une confiance sans bornes à la médecine, en particulier à la vaccination du bétail alors en plein essor. L'enquête d'Upton Sinclair sur les abattoirs de Chicago (*La Jungle*, 1906) révèle des situations infernales tant pour les travailleurs et travailleuses immigrées que pour les animaux.La transformation des animaux (leur poids, leur vitesse de croissance…) est d'ordre tératologique. À partir des années 1920, les plantes font, elles aussi, l'objet d'« améliorations » en étant soumises à des rayons ionisants dans l'espoir de provoquer des mutations favorables telles que des fruits plus gros, plus nombreux, des tiges plus courtes ou plus robustes, une résistance à certaines maladies… Aujourd'hui ce sont ces plantes « naturelles » qu'on opposent aux organismes OGM. L'antibiorésistance fait aussi pleinement partie de cette histoire dans la mesure où elle résulte largement de l'utilisation massive d'antibiotiques dans les élevages, en tant que facteur de croissance (jusqu'en 2006 en Europe, mais c'est une exception mondiale), et non uniquement à titre curatif pour soutenir des populations animales génétiquement semblables et immunodéprimées. La résistance se développe au sein des élevages puis des populations humaines par la consommation de ces viandes.

Pas d'origine au pathocène donc. Mais, si à l'idée que l'être humain est « maitre et possesseur de la nature » et que les animaux sont des choses, on ajoute l'industrialisation et des moyens de conquêtes et d'assujettissement sans précédent, on obtient en effet quelque chose de tout à fait neuf. Généralement, on identifie deux grandes vagues historiques de maladies collectives. La sédentarisation néolithique va de pair avec la domestication et se caractérise par la naissance de ce que James C. Scott appelle des « camps de regroupement plurispécifiques » entre êtres humains, plantes et animaux. Or ce moment, « berceau de la civilisation » dit-on, constitue « sans doute la phase la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité ». La deuxième vague est celle que connait notre période contemporaine au sens large des XIX^e^-XXI^e^ siècles. Cette période est elle aussi marquée par une autre « révolution », celle du mode de production (intensif) et d'un niveau de consommation (excessif) par habitant·e, dans le cadre d'une idéologique particulière, le libéralisme qui, en tant qu'économie politique, se traduit par l'exercice d'un biopouvoir sans limite sur les animaux.

> « Depuis quelques années, la figure de la « ruine » s'est imposée parmi des chercheuses et chercheurs en sciences sociales. L'échelle sociale de l'histoire est désormais terrestre. C'est une situation inédite. »

Qu'est-ce qu'un état pathologique ?

Au début des années 1940, le philosophe Georges Canguilhem se demandait si « l'état pathologique [n'était] qu'une modification quantitative de l'état normal ? », et sa réponse était non : la maladie n'est pas une variation, c'est une autre dimension, c'est un fait neuf. Au XIX^e^ siècle, au contraire, on pense la maladie comme un déséquilibre par rapport au fonctionnement normal. Pour Auguste Comte ou Xavier Bichat, il suffit de revenir à la « bonne mesure » pour recouvrer l'état de santé qui est l'état antérieur. Cette théorie organique montre comment la science et l'industrie ont pu se rapporter au monde de façon décomplexée : les accidents sont passagers, le monde est infini, l'environnement fournit des services et se régénère. Mais ce n'est pas ce que montrent les faits. Les faits montrent qu'on n'est jamais dans le rétablissement, mais seulement dans la réparation ; ou bien on est dans le forçage. Forçage du rendement agricole européen par exemple : le gain fulgurant obtenu par la chimie des engrais et des pesticides contient en lui une perte durable de ferti-

lité des sols qui nécessite un recours accru aux techniques qui en sont la cause. Les boucles de rétroaction sont un mode de temporalité propre au Pathocène.

Aussi décalé que cela puisse paraitre, l'histoire du bison d'Amérique du Nord est à ce titre exemplaire. Au début du XIX[e] siècle, des hardes « innumérables » noircissent le paysage sur lesquels l'homme prélève, de façon ancestrale, un nombre limité d'individus – il s'agit d'une pratique coextensive à un mode de vie en soi durable. Mais en quelques décennies les bisons des Grandes Plaines passent d'une population estimée à plus de cinquante millions d'individus, à seulement quelques centaines vers 1890, et cette décimation (sans but alimentaire) s'avère fatale également pour les peuples autochtones. On saisit là ce que peut être un point de bascule, ou disons qu'un tel évènement rend manifeste un comportement propre au Pathocène. Pourquoi ? Parce qu'il porte en lui une morbidité pluri-spécifique. Et parce qu'il est bouleversant. Si l'on peut y remédier par le repeuplement artificiel de bisons et par des conservatoires des cultures natives, aucun retour en arrière n'est possible. Une limite a été franchie en une ou deux générations seulement. Ces évènements sont des évènements-limites. Leur résultat est l'impossibilité accablante du retour. Voilà encore un cycle de temps non linéaire.

Le mur anthropologique

De tels effondrements socio-environnementaux entrainent une nostalgie historique qui consiste à vivre en présence de la disparition. S'agissant des lieux de vie, Glenn Albrecht, dans les années 2000, a fourni un mot à ces émotions anxieuses et éprouvées devant la dégradation ou la perte irréversible du chez-soi : la solastalgie. Et depuis quelques années, la figure de la « ruine » s'est imposée parmi des chercheuses et chercheurs en sciences sociales. L'échelle sociale de l'histoire est désormais terrestre. C'est une situation inédite.

L'évènement pandémique est original et troublant par le pont logique qu'il demande de jeter entre la vie quotidienne et la vie sur Terre, entre la santé individuelle et l'environnement global. Cela vaut pour la crise écologique en général : nos gestes les plus anodins se rapportent à des échelles de temps et d'espace considérables. Il faut passer d'une conception de l'histoire humaine où les continents, les forêts et les fleuves sont les décors de son aventure, à une conception bio-historique où la Terre est devenue la condition de cette aventure.

C'est là que se situe la difficulté : comment transformer ce moment terrestriel en puissance d'histoire ? Les phénomènes tels que la disparition des insectes, l'asphyxie des océans, le stockage des déchets ou la montée des eaux sont largement invisibles ou imperceptibles, spécialement aux sociétés qui en sont les principales responsables. Ce sont des phénomènes fantomatiques, graduels et tous dépassent l'échelle de l'existence humaine. Ce déterminisme anthropologique rend extrêmement difficile d'agir au-delà de ses intérêts propres. Aussi l'échelle désormais terrienne de l'histoire humaine continue-t-elle d'être vécue comme une histoire sociale des individus au mieux à travers la sanction de la décroissance et le mythe de la transition énergétique.

L'action pro-historique – l'action de vie menée en vue de changer le cours prédictif de l'histoire – est rendue d'autant plus délicate que les causes seront niées, mal identifiées ou taboues. Que faire ? Comment faire ? Très peu d'interventions dans le débat public sont parvenues à faire exister le fait que « l'agriculture intensive… augmente le risque d'épidémies », encore moins à rendre sensible à la montée d'un *régime de pandémies* en raison du mode d'alimentation dominant. Si on en était là, c'était seulement en raison de notre « manque de respect pour le monde naturel » (Jane Goodall). S'il fallait changer quelque chose, c'était d'abord notre « train de vie ». On redécouvrirait le chant des oiseaux, le silence. ■

1. Gil Bartholeyns, *Le hantement du monde. Zoonose et Pathocène*, Dehors, 2021.
2. Gil Bartholeyns, *Deux kilos deux*, J.C. Lattès, 2019.
3. NDLR. Réunions d'agriculteur·ices visant à l'amélioration de leurs techniques et de leur production.
4. NDLR. Notons que la première femme vétérinaire fut diplômée en 1897. L'écriture inclusive ne se justifie donc pas ici.



Entretien entre
Zelda Soussan et
Ruggero Franceschini
Metteur·ses en scène au sein du LUIT (Laboratoire Urbain d'Interventions Temporaires)
et François Schuiten[1]
Dessinateur

SORTIR DU DÉNI, IMAGINER DEMAIN

L'accélération continue de nos vies et la saturation inédite du « maintenant » qu'elle engendre nous empêchent de penser le long terme. Nous ne partageons plus d'horizon commun vers lequel tendre collectivement. Heureusement, certain·es artistes nous proposent des visions de ces futurs, désirables ou non, et nous forcent à une projection nécessaire. C'est le cas Zelda Soussan et Ruggero Franceschini, metteur·ses en scène au sein du LUIT (Laboratoire Urbain d'Interventions Temporaires) et de leur dôme géodésique. C'est le cas aussi du dessinateur François Schuiten, invité avec d'autres par l'Armée française à imaginer les périls de demain.

« Nous avons pour objectif d'adapter votre mode de vie actuel aux prévisions climatiques à venir. Notre protocole d'accélération du temps vous permet de participer à l'adaptation de votre territoire sur plusieurs générations. »

LUIT, *Manuel d'adaptation à la planète Terre*

Ruggero Franceschini : On s'est rencontré·es avec Zelda durant la pandémie juste après le premier confinement. Nous sommes arrivé·es à Métropolis, un lieu de création artistique à Copenhague, durant la résidence *Mapping the city* en juillet 2020, avec deux points de vue : Zelda s'intéressait au concept des communs et moi aux guides, notamment aux guides ornithologiques, toute la littérature taxonomique, et les différentes tentatives de l'espèce humaine de contrôler et de classifier. Nous avons trouvé un terrain commun en combinant ces deux aspects. Et nous avons écrit une sorte de guide de survie pour un futur flottant, dans le contexte spécifique de Copenhague.

Zelda Soussan : Nous avons rencontré une communauté à Fredens Havn qui est en bordure de Christiania, cette zone autonome depuis les années 1960 en plein cœur de la ville, et qui vient d'être démantelée. En rencontrant les gens sur place, on a été introduit·es dans un cercle d'anciens traders, d'artistes, de gens qui avaient retapé des bateaux abandonnés, donnés par la mairie et qui les avaient regroupés pour en faire une communauté flottante. Une communauté qui vivait au-dessus de l'eau et qui protégeait des espèces d'oiseaux. On s'est dit voilà des gens qui ont un pas d'avance sur le reste de la société à Copenhague qui va devoir s'adapter à la montée des eaux et qui prévoit déjà de construire des iles artificielles flottantes pour 2070. On voulait identifier dans la ville ces types de communautés et ces types d'usager·es de l'eau, autant des designers d'espaces flottants très chics, que d'autres qui travaillaient sur le camouflage de leur maison dans Christiania pour qu'on ne les voie pas. Et les faire se rencontrer pour créer cette communauté du futur de la ville.

Notre performance est née de cette expérience à Copenhague : des adaptateurs et des adaptatrices implantent leur station dans un espace public passant, sur une place ou dans une rue. Celle-ci se compose d'un dôme géodésique et d'une grande antenne barométrique. Pour écrire le Manuel, les adaptateurs et adaptatrices vont faire vivre une expérience au public participant. Chaque après-midi, trois ou quatre générations se succèdent à intervalles réguliers. Chaque génération est introduite au climat de son temps (départ en 2050, 2100, 2150…) puis vit 50 ans en accéléré. L'expérience commence à l'antenne barométrique : des groupes de 15 personnes sont invité·es à visiter la ville dans son climat du futur. La simulation du changement climatique se fait grâce à des aquascopes, des désertiscopes ou des tropicoscopes – des lunettes colorées et texturées – en suivant le son de la voix d'un adaptateur ou d'une adaptatrice qui transforme le paysage urbain. Les membres du groupe effectuent ensuite une séance de design d'adaptation. Ils et elles choisissent un bâtiment ou un élément naturel de l'espace public qui devient le pilier de leur communauté pour traverser les 50 prochaines années. Chaque participant·e est encouragé·e à se créer un rôle dans ce monde en construction. Le groupe entre dans le dôme géodésique pour être projeté dans le futur : une horloge signifie le passage des années, 1 minute étant égale à 1 année. À l'intérieur, les

participant·es découvrent un message laissé par la précédente génération qui leur partage ce qui s'est passé pendant les 50 dernières années. De soudaines complications liées à des enjeux climatiques et sociétaux sont communiquées en direct par les adaptateurs et adaptatrices,

> « Chaque après-midi, trois ou quatre générations se succèdent à intervalles réguliers. Chaque génération est introduite au climat de son temps (départ en 2050, 2100, 2150…) puis vit 50 ans en accéléré. »

et le groupe doit se poser ces questions : « Que voulons-nous vraiment garder et comment ? Que devons-nous abandonner pour ne pas aggraver la situation ? Que pouvons-nous inventer ou adapter pour nous aider ? » Un·e adaptateur·ice dessine sur les murs du dôme pour représenter les choix et les inventions de la génération en cours. Quand les 50 minutes sont terminées et que le public sort du dôme, la prochaine génération y entre. Les 15 personnes sont alors accompagnées par un·e adaptateur·ice dans un rituel de décompression pour prendre de la distance, questionner l'expérience.

R.F. : François Schuiten, la transformation de l'espace public en un théâtre (d'opération), est précisément au cœur de votre pratique. Vous êtes parti d'un problème à Bruxelles, le façadisme, pour imaginer des villes du futur. Par exemple, dans *Le Dernier Pharaon*[2], vous partez d'un bâtiment réel, le Palais de Justice de la place Poelart, envahi par les eaux, et il devient le pivot de l'histoire, presque le personnage principal.

François Schuiten : C'est un bâtiment réel mais il s'y déroule plein d'histoires insensées depuis sa construction, tout est fou dans ce Palais ! J'ai appris à le dessiner et à le comprendre. Il raconte des choses sur la ville, le pays. Quand on dessine, on apprend à regarder, on apprend à aimer, et on fait un livre : c'est une façon de le défendre, de le mythologiser. Ce bâtiment, si on ne le regarde plus, il meurt.

Z.S. : Quand on fait du design d'adaptation, on demande aux participant·es de se mettre en face d'un bâtiment, et à partir d'un aspect, de recréer un usage. Comment feriez-vous cet exercice avec le Palais de Justice ?

F.S. : J'arpente ce lieu depuis que j'ai 18-20 ans. Il y a des tas de récits, de rumeurs, de légendes autour de lui. Il faut comprendre pourquoi il a été rêvé, imaginé, construit, dessiné. J'ai envie d'abord de l'écouter, puis de le dessiner pour apprendre à le décrypter. Il faut revenir inlassablement le voir, tourner autour, la nuit, le jour et puis tout doucement il entre en vous. Il a fait rêver Hitler et Albert Speer mais aussi Orson Welles qui voulait y tourner *Le procès*. Les lieux sont chargés de rêves. Je me relierais à toutes les histoires qui sont là, qui sont un peu endormies, oubliées et puis ensuite je travaillerais l'imaginaire des gens d'aujourd'hui.

Z.S. : Pourriez-vous nous parler de l'expérience de la Red Team ?

F.S. : C'est une proposition des universités de Paris Sciences et Lettres, qui ont répondu à un appel d'offre de l'Armée française pour essayer de prévoir les grands dangers que pourrait rencontrer une nation comme la France en 2040-2060. C'est très très prospectif. J'étais surpris de cette demande, ça m'a beaucoup interrogé, j'ai beaucoup hésité… Mais le fait que cela soit pensé avec des universités et un comité d'éthique et scientifique rendait les choses très intéressantes. Ils ont demandé à cinq autres auteurs et autrices de science-fiction d'élaborer des récits qui pourraient déstabiliser un pays comme la France. Ça a été passionnant de dialoguer, de chercher, d'être entouré d'expert·es, pour voir si nos idées pouvaient trouver sens. Il y a par exemple un scénario avec ces nouveaux groupes de pirates qui apparaitraient dans le cas où des zones seraient totalement inondées. On part sur des zones précises, on analyse ce qui peut se passer : comment une ville qui flotte se reconstruit, et comment il se crée aussi des zones de non-droit où l'armée n'a pas accès ? On ajoute une population infiltrée par des gens mal intentionnés. Comment un État arrive-t-il à gérer cela ?

Z.S. : Comment avez-vous travaillé avec l'Armée ?

F.S. : La ministre de l'Armée avait dit : « Faites-nous peur ! » Je trouvais que c'était une proposition intéressante. L'Armée a mis ses meilleurs éléments en face de nous pour nous aider à élaborer des scénarii qui soient crédibles et en même temps très prospectifs. On s'est installé·es dans cette tension entre une vision très audacieuse et en même temps très appuyée. Il y aurait des réfugié·es qui iraient dans ces zones. Pas seulement des populations qui fuiraient mais d'autres qui désireraient y aller, par refus des règles d'une société de puçage… Il y aurait un conglomérat complexe et hybride, avec des gens de bonnes et de mauvaises intentions. Et face à cette population flottante qui grandit, on a développé toute une série de technologies. Que fait-on quand il y a des difficultés ? Comment

intervient-on ? Puis, l'Armée met ses meilleurs éléments pour réagir à notre scénario. On obtient un laboratoire d'idées troublant, déstabilisant et crédible.

Z.S. : L'Armée réagit en direct ?

F.S. : Pas toujours. Après des séances, les militaires sont parfois interloqué·es : « Qu'est-ce que c'est encore que cette idée de fou ? » Et puis après on construit. Au début, beaucoup disaient : « Qu'est-ce que vous allez foutre avec des écrivain·es ? » Et puis en fait, curieusement, il s'est créé quelque chose. Je n'en revenais pas que l'Armée puisse demander à des auteurs et autrices de science-fiction de leur prévoir l'avenir. Parfois, on a des idées préconçues. L'Armée a toujours eu historiquement une guerre de retard, je crois qu'elle s'en souvient un peu. Elle était avec des chevaux en 1914, avec des masques à gaz en 1940. Je crois qu'il y a un certain nombre de gens qui pensent que l'Armée doit se préparer au vu du rythme des évolutions technologiques, dans un monde qui s'affole, extrêmement complexe et difficile à décrypter.

Z.S. : L'Armée ne communique pas complétement sur ce projet. Pourquoi cette confidentialité ? Pourrait-elle se servir de votre travail pour concevoir un nouvel armement par exemple ?

F.S. : Il y a des récits qui restent confidentiels et d'autres que l'Armée accepte de communiquer. Non pas parce qu'elle pense que cela va avoir lieu mais parce qu'elle y met des éléments qu'elle considère confidentiels. Pour ce qui est des armes, non on n'est pas là pour ça ! Je leur ai tout de suite dit, ne comptez pas sur moi pour dessiner des armes, j'ai horreur de ça, ça ne m'intéresse pas. Par contre, ce qui est intéressant c'est d'imaginer une société qui déraille, qui va dans le ravin, d'envisager un monde dystopique, même si au bout d'un moment j'ai voulu donner ma démission parce que ça me tapait un peu sur la tête d'imaginer tout ce qui nous attend. Il faut aussi être utopistes comme vous pouvez l'être, très positif·ves, pour voir comment on va s'adapter, avoir une vision constructive et souple sur le futur. Avoir la capacité d'affronter ces deux dimensions du futur dans ses extrêmes me semble absolument indispensable.

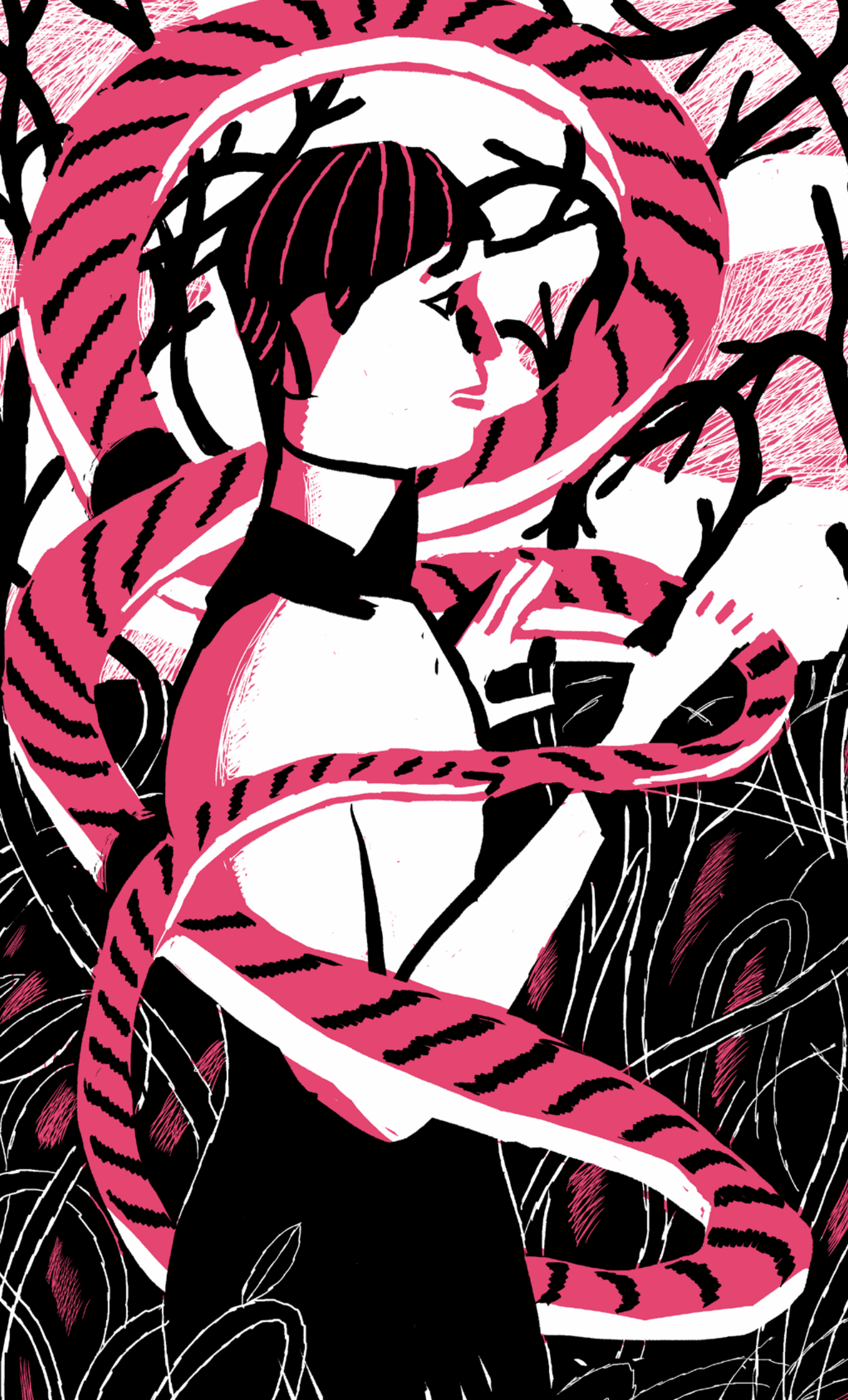
R.F. : Qu'est-ce qu'on devrait collectivement mettre en place pour inventer une fiction anticapitaliste militante ?

> « On part sur des zones précises, on analyse ce qui peut se passer : comment une ville qui flotte se reconstruit, et comment il se crée aussi des zones de non-droit où l'armée n'a pas accès ? On ajoute une population infiltrée par des gens mal intentionnés. Comment un État arrive-t-il à gérer cela ? »

F.S. : C'est curieux que l'Armée française fasse cet exercice. Pourquoi est-ce que les banques ne le font pas aussi ? Parce que voilà un monde extrêmement opaque et fermé ! Heureusement, il y a de nouveaux modèles de banques qui se créent, mais pourquoi faire perdurer l'ancien modèle ? Pourquoi est-ce qu'on ne l'imagine pas dans des tas de domaines ? Par exemple : le chemin de fer dans 40 ans. On n'a plus d'imaginaire, on n'a plus d'espace qui se projette. Ce qui m'a étonné, c'est que ça vienne du milieu le plus fermé qui soit. L'Armée a fait cet effort, alors qu'elle prenait le risque de perdre son statut, son image : « Quoi, vous allez travailler avec ces rigolos, ces dingues ? » En fait, il faut oser, oser casser, oser imaginer des choses. On est dans un monde très courtermiste, il faut se projeter à 40 ans ! On peut imaginer le meilleur, mais on doit aussi être capables de regarder la face sombre. ■

Merci à Emmanuelle Nizou et Sébastien Marandon pour la retranscription et la mise en forme de cet échange.

1. Cet échange a eu lieu dans le cadre d'une résidence/recherche proposée aux membres du LUIT par La Bellone. Ce dispositif intitulé « one to one » est à écouter en intégralité : https://www.mixcloud.com/labellone/one-to-one-luit-zelda-soussan/
2. Thomas Gunzig, François Schuiten, Jaco van Dormael, *Le Dernier Pharaon*, Blake et Mortimer, 2019.



Daniel Simon[1]
Écrivain

C'ÉTAIT LE SOLEIL DE MIDI, LOURD, VERTICAL, SANS PARDON

C'était un soleil de midi, lourd, vertical, sans pardon. Le muletier avançait lentement suivi de son charroi de mules. Elles allaient le pas régulier sur la sente le long des prairies. De temps en temps, l'une ou l'autre s'ébrouait, piquée par un taon au plus tendre du cuir. Elles cheminaient avec indolence, attachées à la longe de la précédente qui ne renâclait pas, c'était leur vie de mule qui allait depuis toujours dans ces modestes et lourdes besognes.

Soudain, un hennissement, une sorte de sirène dans cette molle campagne, un cheval, peut-être mordu lui aussi par des nuages d'insectes, se mit à galoper, s'arrêter, à repartir de plus belle, à secouer à se rompre le cou sa crinière ivoire ; c'était une furieuse exhibition que les mules admirèrent en arrêtant net la colonne. Elles le regardaient se tordre, se disloquer dans le brouillard de chaleur qui coulait jusqu'à la borne des prés.

Une d'elles, la plus âgée, secoua la tête jusqu'à ce que la longe rompe et regarda ses voisines en brainissant. Elles se mirent aussi à agiter la crinière jusqu'à ce que le remous des longes remonte jusqu'au muletier qui tourna la tête vers ses bêtes et découvrit alors une longue suite de regards tendus vers le cheval. Il n'avait jamais vu ça de sa vie de muletier, des mules à ce point troublées par un cheval.

La première sauta la petite barrière et s'élança pour l'accompagner dans une lente sarabande, elle tournait, repassait, s'arrêtait, reprenait sa danse en cercle autour de l'étalon.

Une deuxième les rejoignit en trottinant, puis une troisième et enfin toute la bande des mules. Elles commencèrent à l'envahir littéralement, à le cerner sans malice mais plutôt dans une sorte de froide détermination, elles resserraient le cercle, dans une stratégie cruelle qui avait des allures de vengeance.

Le cheval fut vite submergé, elles le piétinèrent en cadence en claquant des sabots et quand il ne fut plus qu'une masse sanglante et brisée, elles remontèrent lentement se remettre en ligne sur le sentier.

1. https://je-suis-un-lieu-commun-journal-de-daniel-simon.com/

Bernadette
Bensaude-Vincent
*Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne*

TEMPS-PAYSAGE, OU L'ART DE COMPOSER DES TEMPS MULTIPLES

En provoquant un confinement mondial, le virus SARS-CoV-2 a fortement ébranlé notre rapport à l'espace. Le brusque arrêt des activités quotidiennes au niveau mondial a aussi perturbé nos emplois du temps. Cet arrêt du temps, ou du moins ces perturbations, viennent mettre à mal une vision linéaire de la chronologie dans laquelle nous avions l'habitude d'inscrire les évènements du monde. Cette linéarité temporelle provoque en retour une forme d'effacement des multiples lignes de vies qui entourent et façonnent nos existences. Ne pourrait-on pas apprendre des différentes formes de vie d'autres manières d'appréhender le temps ?

Lamentations sur l'accélération

Au cours des dernières décennies, un thème a dominé la littérature sur le temps : l'accélération. « Trop de changements sur une période trop courte », cette impression génératrice de stress et d'angoisse, déjà exprimée par Alvin Toffler dans les années 1970, a été partagée par les cinq ou six millions de lecteurs et lectrices de son best-seller, *Le choc du futur*[1]. Depuis, l'accélération a été maintes fois déplorée et finement analysée par Hartmut Rosa qui distingue trois étages[2]: l'accélération technique modifie sans cesse nos habitus et notre environnement ; c'est alors le rythme de vie qui s'accélère créant ainsi des angoisses, de l'exclusion, de l'aliénation ; enfin, le phénomène d'accélération s'emballe et s'autonomise en une course folle imposée et dénuée de sens. On manque toujours de temps dans un monde qui offre tant d'invitations à consommer, communiquer ou voyager, si bien qu'on se sent toujours un peu frustré·es, exclu·es, victimisé·es. La vie de chacun·e de nous, la société tout entière, semblent régies par un impératif d'urgence qui balaye les repères (ce sont les enfants qui instruisent leurs parents dans un monde numérique[3]), comme les valeurs les plus fondamentales : le bien vivre, le soin, la solidarité…[4]. L'accélération crée un état d'urgence, qui tend à se perpétrer, à s'étaler dans la durée. La crise devient un état chronique, une pathologie des sociétés modernes.

Ainsi l'accélération est-elle devenue en quelques décennies un lieu commun, un véritable *topos*, un thème qu'on discute à perte de vue et sur lequel on peut se disputer. Elle relève du sens commun au sens où elle constitue un problème partagé, ou du moins partageable. L'accélération nous a rendu·es sensibles à la question du temps et le sentiment d'impuissance qu'elle engendre explique le succès des appels au ralentissement : du mouvement *slow food*, au *slow city, slow travel, slow design, slow money, slow school, slow trading, slow living*…. Ces protestations expriment des valeurs et aspirations partagées à un style de vie et d'échanges, qui cristallisent la question de notre rapport au temps.

Or, le ralentissement que certain·es souhaitaient et tentaient localement d'obtenir, a été imposé à l'échelle du monde par un virus. Plus de mobilité, plus de course effrénée, chacun et chacune chez soi, confiné·e. Le SARS CoV-2 aurait-il accompli les aspirations du sens commun ? Cette question fait surgir un paradoxe : ce ralentissement s'obtient grâce à la vitesse de propagation du virus qui se répand à travers la population selon une courbe de croissance exponentielle. C'est l'accélération des contaminations qui instaure un nouvel état d'urgence dans la plupart des sociétés, avec des mesures sanitaires et sociales restreignant les libertés. C'est dire qu'au jeu de l'accélération, les êtres humains sont battus par un minuscule virus.

Apprendre d'un virus

Aux premiers mois de la crise, en plein confinement, chacun·e pensait déjà à l'après. Car, il y aurait un avant et un après, cela paraissait évident. Soit le temps reprendrait son cours normal : on pourrait se promener, voyager, replonger dans le tourbillon de nos activités. Soit rien ne serait plus après comme avant : finie la mondialisation, plus de voyages en avion…, le virus allait accélérer la « transition ». De nouveau on discutait de vitesse, d'accélération, seul problème bien identifié. Dans les deux cas, le temps restait perçu et vécu comme une ligne orientée dans une direction unique sur laquelle les évènements se succèdent de manière plus ou moins rapide. Notre vision du temps n'a pas été ébranlée. Elle se limite à la cinétique sans qu'on n'envisage

d'autres figures du temps que la ligne monotone du temps universel chronologique.

Pas facile, en effet, de sortir de cette grande fresque sur laquelle on inscrit tous les évènements, depuis les menus détails de nos vies individuelles jusqu'aux grands tournants historiques qui marquent l'entrée dans une nouvelle époque. Ce schéma linéaire et unique est inscrit dans nos calendriers, nos horloges, nos modes de vie, dans la culture occidentale. Nous sommes formaté·es par toutes les métaphores qui renvoient à cette notion de flux linéaire : le « cours du temps », le « fil du temps », le « long fleuve tranquille », etc. Ces images constituent un cadre pré-pensé qui limite notre imagination et nous rend aveugles à ce qui se passe devant nous, et en nous.

Mais peut-être les virus et microbes, que l'on tient souvent pour nuisibles, ont-ils quelque chose à nous apprendre pour aborder la question préoccupante du temps. Car l'évidence à laquelle nous confronte la pandémie actuelle est que les êtres infimes – microbes, virus, champignons – s'imposent dans la lutte pour la vie grâce à leur rapport au temps. Les bactéries, par exemple, se reproduisent environ toutes les 20 minutes. Elles mutent rapidement et s'adaptent ainsi à tous les milieux, même les plus extrêmes. Elles sont l'une des premières formes de vie sur terre et elles survivront probablement à la disparition de l'espèce humaine. Les micro-organismes, ces êtres infimes jouent sur la *fitness* tandis que les vivants plus organisés, comme les mammifères, misent sur la *robustness*[5]. Le virus SARS-CoV-2 se moque bien des objectifs de croissance ou de transition qui préoccupent les êtres humains. Il accomplit son destin de parasite qui se répand et mute tant qu'il trouve des hôtes pour l'accueillir. Sa trajectoire est inexorable mais elle repose sur les liens qu'il établit avec d'autres vivants. À chacun·e son temps propre, sa ligne de vie ! Mais cela n'empêche pas de faire un bout de chemin ensemble ! Et ces être infimes nous battent dans la course aux vaccins, à la santé parfaite. Les bactéries sont si mutables et adaptables que la résistance aux antibiotiques a été déclarée fléau mondial par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Toutefois nos lignes de vie ne se rencontrent pas toujours sur le mode de la guerre. Les bactéries sont aussi nos compagnes de vie : celles qui habitent notre intestin – le microbiote – vivent en symbiose avec nous et contribuent à notre santé en nous protégeant, nous immunisant contre d'autres attaques. Le monde des microbes et des insectes fournit des exemples intéressants de parasitisme ou de symbiose qui donnent à réfléchir aux ressources qu'offrent les croisements de temporalités multiples et hétérogènes. La symbiose, cet art inventé par des vivants pour persévérer dans l'existence en composant des petits arrangements, ouvre un monde de possibles.

Des grands récits aux petites histoires

Délaissons donc les grands récits construits par la science et la religion qui dissimulent les lignes de vie de tout ce qui existe sous une grande fresque épique : depuis la création divine ou le Big Bang jusqu'à l'apocalypse ou l'effondrement. Pour construire une telle vision panoramique du temps, il faut se positionner en surplomb. Cette position offre certes une prise militaire de surveillance sur le temps, et donne une impression de maitrise. Mais cette vue de nulle part, de nul temps est une fiction, car nul – sauf un Dieu créateur – ne peut jouir d'un privilège d'extra-temporalité. Et cette fiction d'extra-territorialité nous rend aveugles à la diversité des régimes de temporalité des êtres qui peuplent la planète et constituent notre environnement, notre habitat. Pour entrevoir la multiplicité des temps, il faut d'abord renoncer à la vue d'oiseau, descendre de la tour de contrôle qui embrasse l'espace et le temps global.

> « Si au lieu de garder les yeux fixés sur le futur pour anticiper les changements à venir, on acceptait de regarder autour de soi pour se laisser affecter par les multiples trajectoires qui croisent la nôtre ? »

Et si au lieu de camper en position de surplomb pour contempler la frise chronologique depuis le Big Bang jusqu'à la fin supposée des temps, on acceptait de plonger dans le présent pour sentir, éprouver toute la diversité de ce qui s'y passe ? Si au lieu de garder les yeux fixés sur le futur pour anticiper les changements à venir, on acceptait de regarder autour de soi pour se laisser affecter par les multiples trajectoires qui croisent la nôtre ?

Cette sensibilité est celle de Virginia Woolf dans quelques récits assemblés sous le titre *Moments of Being*[6]. Elle exige que l'on renonce à la vision de l'aigle voltigeant dans les hauteurs du ciel, pour plonger dans l'eau trouble et se mettre à l'écoute, tous sens en éveil. L'expérience d'immersion signe l'immanence de notre condition. Elle dévoile un autre monde quotidien, tissé de fils d'appartenance et d'interdépendances. Ces moments sortis de l'ordinaire révèlent un monde dense, où les choses sont liées, enchevêtrées. Ils imposent une présence peuplée d'agents multiples et mouvants qui composent ensemble des motifs plus ou moins harmonieux ou tendus.

Oser une autre métaphore

Cette expérience individuelle d'immanence radicale donne des clés pour affronter collectivement le problème du temps, autrement qu'en termes de tempo, de métronome. En faisant l'effort de sortir des cadres linguistiques pré-pensés, ne peut-on apprendre une autre manière d'être au temps ?

La métaphore du temps-paysage[7] empruntée à la sociologue britannique Barbara Adam offre des ressources pour envisager d'autres figures de temporalité que la ligne chronologique. « Le concept de "*timescapes*" saisit les multiples enchevêtrements de diverses formes de temps coexistantes. Cette notion fait prendre conscience de la nécessité de considérer les arrangements situés de diverses temporalités et de focaliser l'attention sur les croisements multiples entre le temps de la culture et celui de l'environnement socio-physique. »[8]

La métaphore du temps-paysage, comme agencement de temporalités multiples et hétérogènes peut surprendre par son caractère spatial. Mais elle a un double mérite. Elle prend en compte la diversité des choses qui peuplent la planète. Le temps-paysage compose les temps propres aux choses avec les temps propres aux histoires humaines et sociales. Et elle associe intimement ces temporalités plurielles à des localités, composant ainsi des petites histoires au lieu des grands récits sur l'être humain, abstraits de tout milieu géographique, historique et social.

Un paysage de temps n'est pas une vignette ou une scène pittoresque regardée par un·e spectateur·ice extérieur·e, comme dans la peinture occidentale. C'est plutôt un paysage chinois, si l'on suit la lecture anthropologique que donne François Jullien des estampes classiques. Elles traduisent une façon d'appréhender le monde, non pas comme un enchainement linéaire de causes et d'effets, ni davantage comme un état de choses tendu vers une fin, mais comme un ensemble de lignes de vie en devenir incessant[9]. Un paysage ne se voit pas, il se *vit* comme un mode d'échanges entre le moi et le monde. C'est un monde divers avec des polarités. Un monde plein d'opportunités, d'occasions à saisir pour qui est attentif·ve à la diversité, à l'écoute des temporalités autres.

> « Pour entrevoir la multiplicité des temps, il faut d'abord renoncer à la vue d'oiseau, descendre de la tour de contrôle qui embrasse l'espace et le temps global. »

Ainsi, au lieu de glisser sur le fil du temps en regardant toujours vers le futur – avenir radieux ou catastrophe annoncée –, on peut apprendre à vivre autrement ces temps de crises – financière, écologique, énergétique, sanitaire – en composant localement des temporalités diverses et multiples en paysages dynamiques. En développant une sensibilité à la pelote dense de trajectoires hétérogènes et enchevêtrées, on peut apprendre localement, modestement, à maintenir une planète habitable. ■

1. Alvin Tofler, *Le Choc du futur*, trad. française Sylvie Laroche et Solange Metzger, Denoël, 1974.
2. Harmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, trad. Didier Renault, La découverte, 2010.
3. Michel Serres, *Petite Poucette*, éditions Le Pommier, 2003.
4. Nicole Aubert, *Le culte de l'urgence. La société malade du temps*, Champs essais, 2009. *La recherche du temps : individus hyperconnectés, société accélérée*, érès, 2018. Cédric Lagaudré, *L'actualité pure, essai sur le temps paralysé*, PUF, 2009. Myriam Revault d'Allones, *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Seuil, 2012. Christophe Bouton, *Le temps de l'urgence*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2013. Judy Wajcman, *Pressed for Time: The Acceleration of Life in Digital Capitalism*, University of Chicago Press, 2014.
5. NDLR *Fitness* signifiant ici être adapté·e à son environnement alors que *robustness* renvoie à la force.
6. Virginia Woolf, *Moments of Being*, trad. française Colette-Marie Huet, *Instants de vie*, Stock, 2009.
7. *Timescape* en anglais se présente comme une alternative à l'échelle des temps (*timescale*) que dessine la chronologie.
8. Barbara Adams, *Timescapes of Modernity. The Environment and Invisible Hazards*, Routledge , 1998, p. 9. [traduction Bernadette Bensaude-Vincent]
9. François Jullien, *Vivre de paysage ou l'impensé de la Raison*, Gallimard, 2014. En Chine classique, ajoute Jullien, le temps comme cadre abstrait, universel, n'existe pas (Du Temps. *Éléments d'une philosophie du vivre*, Grasset, 2001).



Entretien avec
Reine Marcelis
Directrice de l'asbl Synergie Wallonie pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes

Propos recueillis par Maryline le Corre, coordinatrice à Culture & Démocratie

POUR DES POLITIQUES TEMPORELLES

Qu'appelle-t-on des « politiques temporelles » ? Des syndicats italiens les ont expérimentées. Reine Marcelis s'y intéresse avec un prisme d'égalité des genres qui implique de s'arrêter sur la manière dont notre temps est fragmenté, découpé et ce que ce découpage fait à notre vie culturelle, sociale et familiale. À partir de ces recherches de terrain, d'autres façons de s'organiser mais aussi de faire attention socialement peuvent être mises en place très matériellement pour changer notre vécu du temps.

L'asbl Synergie Wallonie est pionnière dans cette réflexion sur les politiques temporelles en Belgique. Pourriez-vous expliquer ce que c'est ?
L'association est née en 2004 du Conseil des Femmes francophones de Belgique (CFFB), coupole d'associations féministes et féminines qui œuvrent pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Mon intérêt pour les politiques temporelles commence dans ma vie professionnelle antérieure. Je travaillais pour une organisation syndicale, le SETCA et j'étais formatrice de secteurs peu qualifiés. On s'est rendu compte que les femmes avaient des difficultés à trouver ou garder un emploi parce que souvent elles étaient soit à temps partiel, soit à horaires décalés et qu'il n'y avait pas de services adaptés pour l'accueil des enfants.

Dans les échanges que nous avons pu avoir avec différents autres syndicats, nous nous sommes aperçus qu'en Italie, les organisations syndicales, féminines notamment, avaient œuvré pour la mise en adéquation des services pour pouvoir permettre aux femmes de travailler. C'est de là que viennent les « politiques temporelles ». Inspiré·es par ces travaux, nous avons créé une dizaine de structures d'accueil d'enfants en Wallonie entre 1992 et 1996. J'ai notamment dirigé celle de Charleroi qui était ouverte entre 5h du matin et 23h et proposait des services qui permettaient à des familles de travailler, notamment les femmes. Il y avait aussi un service de formation et un service de recherche qui travaillaient sur la qualité nécessaire à mettre en œuvre dans les services d'accueil à horaires décalés. Une puéricultrice qui travaille dans une crèche traditionnelle où l'on accueille les enfants maximum dix heures par jour, côtoie les mêmes enfants et les mêmes parents. Tandis qu'une personne qui va travailler en alternance dans différents modèles horaires va s'occuper du triple voire du quadruple du nombre d'enfants. Donc il y a un travail et une charge mentale conséquente à prendre en compte dans les conditions de travail.

Est-ce qu'il y avait une certaine forme d'engagement pour ces puéricultrices à travailler dans ces conditions ?
Je pense que dans la région de Charleroi, elles s'engageaient parce qu'il y avait peu de travail. Toutefois, comme la structure avait été créée par une organisation syndicale, il y avait des échanges et une envie d'avoir de bonnes conditions de travail bien que l'on soit sur des horaires variables et flexibles. Elles avaient ainsi des avantages financiers à hauteur de 11% de sursalaire mensuel.

Après cette première expérience j'ai continué à m'engager dans la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes. J'ai milité au sein d'associations, dont le CFFB et notamment pour l'autonomie de sa branche Wallonne. Plusieurs membres de Synergie Wallonie ont fait connaissance avec les membres de Tempo Territorial, qui est l'association française qui regroupe les acteurs et les actrices des politiques temporelles (des villes et des communes mais aussi des universités). Synergie Wallonie fait désormais partie du conseil d'administration de cette association. Tempo Territorial organise tous les ans un évènement sur une thématique. C'est ainsi qu'en 2016 nous avons organisé à Charleroi « Les Temporelles » sur la question de l'égalité femmes-hommes. Parce que si les politiques temporelles ont été créées à la base sur ces thématiques-là, maintenant les travaux ne s'orientent plus uniquement vers cette égalité de genre, même si c'est ce qui nous intéresse nous.

En quoi cette réflexion vise-t-elle l'égalité de genre ? Une égalité sociale ?
Quand on croise la problématique du temps avec celle de l'égalité, il y a des tas de facteurs qui se rejoignent. Le fait de prendre en compte le regard égalité femmes-hommes fait apparaitre un impact sur l'organisation temporelle de certains services. Par exemple en Suède a été examinée la façon dont les rues sont déneigées. D'abord, ce sont les grands axes et en dernier lieu les trottoirs et les rues. Alors que le besoin réel serait de commencer à déneiger les trottoirs aux alentours des grands axes (points de travail et de scolarisation), parce que la première chose qui est dangereuse pour les personnes c'est le voyage à pied jusqu'aux crèches. La majorité des femmes font ces trajets à pied, tandis que les hommes utilisent plus la voiture. On peut également travailler à mettre à disposition des femmes les services qui vont leur permettre de concilier vie professionnelle, vie privée et vie culturelle. Par exemple, en organisant des représentations de théâtre un peu plus tôt dans la journée, à 18h ou sur le temps de midi.

Pouvez-vous nous parler de la recherche-action que vous avez menée sur ces questions ?
Nous avons travaillé avec deux municipalités, Evere et Schaerbeek, où nous avons étudié les services susceptibles d'améliorer les conditions de travail et qui ont un facteur temps. Dans ces deux communes, nous avons revu les horaires d'ouverture de certains services pour pouvoir permettre aux habitant·es et majoritairement aux femmes qui la plupart du temps ont en charge les inscriptions, d'y accéder. Il fallait pouvoir ouvrir à la fois plus tôt et plus tard, mais aussi avoir des lieux d'inscription délocalisés auprès des écoles. Nous avons également travaillé au changement d'horaires du personnel de nettoyage. Au lieu de faire du temps fragmenté, mettre en place un travail en journée, qui va permettre à ces personnes de mieux concilier leur vie privée et leur vie professionnelle. En commençant à 5h du matin c'est difficile d'être seule avec des enfants, de pouvoir les faire garder, et de se déplacer car au-delà de trouver un milieu d'accueil, il faut encore pouvoir les y amener. Ces propositions ont été concrètement mises en place à Schaerbeek et à Evere.

Comment est perçue cette approche par les habitant·es, les politiques, les entreprises ? Permet-elle la création d'un nouveau lien social ?
Ça dépend. Dans les administrations, c'est parfois difficile. Car, sauf si les personnes sont intéressées par ces questions, elles voient en premier lieu la dérégulation de leurs propres horaires. Par contre quand elles rentrent dans une réflexion de conciliation vie professionnelle/vie privée pour l'ensemble des personnes, là quelque chose devient possible. Mais c'est vraiment difficile de mettre en place quelque chose en Belgique. En France, depuis quelques années, la ville de Rennes travaille énormément sur ces questions et notamment sur la mobilité pour réduire les temps de déplacement. À présent, les membres du réseau Tempo s'intéressent à la question du bâti et du partage des lieux. Par exemple une école n'est pas occupée 24h/24. Comment utiliser ce bâti d'une autre façon pendant ces temps d'inoccupation ?

Les citoyen·nes sont-ils·elles invité·es à participer à cette réflexion ?
Les discussions se font toujours entre des représentant·es des citoyen·nes, des représentant·es des entreprises et des gens qui y travaillent. En Wallonie on a pu le faire avec les plans de cohésion sociale. Il faut détecter et relever les besoins d'un territoire géographique. Il faut parler et interroger l'ensemble des personnes qui y vivent même si ce n'est que temporairement. Ça permet véritablement la création d'un lien social.

« Nous avons également travaillé au changement d'horaires du personnel de nettoyage. Au lieu de faire du temps fragmenté, mettre en place un travail en journée, qui va permettre à ces personnes de mieux concilier leur vie privée et leur vie professionnelle. »

Est-ce que ces adaptations ne vont pas aussi dans le sens d'une société sans repos, où tous les services seraient accessibles en continu ? Est-ce qu'une telle société est souhaitable ?
Dans les réflexions que nous menons, nous partons de l'idée que les temps familiaux sont aussi importants. On ne peut pas déréguler tout pour pouvoir fonctionner 24h/24. On ne peut pas éviter que les hôpitaux fonctionnent 24h/24 mais il n'est pas question que les magasins soient ouverts en continu et le dimanche. Le temps qui était autrefois régulé par la religion – les gens s'arrêtaient de travailler le dimanche pour aller à l'église – est aujourd'hui un temps nécessaire pour les familles, pour se retrouver. Avec le réseau Tempo, on développe une politique d'ouverture de médiathèques, de ludothèques et de bibliothèques le dimanche avec un accueil particulier des familles avec leurs enfants. Pour pouvoir donner un espace à la fois de partage et de discussions dans des lieux qui peuvent les accueillir avec des animations. Ici encore, il n'est pas question d'ouvrir une bibliothèque pour ouvrir une bibliothèque et permettre à toutes et tous de venir se détendre alors qu'ils et elles pourraient

venir d'autres jours. Par ailleurs, ces lieux ne sont pas ouverts avec le personnel habituel pour ne pas déréguler tout en donnant du travail sur des postes qui n'existaient pas à des étudiant·es.

> « Il faut détecter et relever les besoins d'un territoire géographique. Il faut parler et interroger l'ensemble des personnes qui y vivent même si ce n'est que temporairement. Ça permet véritablement la création d'un lien social. »

Au niveau de la Belgique, au-delà du réseau, y a-t-il une volonté de travailler ces questions ?
La ville de Verviers est très intéressée par les politiques temporelles sans pour cela avancer de manière concrète. À Namur, l'ex-échevine de l'égalité femmes-hommes s'est également montrée intéressée. Mais la seule mesure concrète qui pourrait être prise dans les prochaines années ce serait l'ouverture d'un « bureau des temps » à Mons, ce qui serait une première en Belgique. Un bureau des temps c'est un lieu d'où vont partir toutes les analyses, les réflexions sur toutes les thématiques qui vont émerger à un niveau local. En France des villes comme Lille, Poitiers, Strasbourg ou Rennes ont un bureau des temps. C'est ce bureau qui fait les enquêtes préalables, met en œuvre les mesures et les évalue. Notre objectif serait d'ouvrir ce genre de bureau dans deux ou trois villes en Wallonie. On continue à travailler ces questions en organisant des petits séminaires, des commissions sur ces thématiques à l'attention des hommes et des femmes politiques et des administrations.

La crise sanitaire a exacerbé les différences entre les hommes et les femmes au niveau du temps. Ces dernières ayant particulièrement dû assumer la charge parentale et domestique. Avez-vous observé un recul sur cette question du partage du temps ?
Nous avons remarqué que le travail à domicile pénalisait les femmes, car en télétravail, la frontière entre vie privée et vie professionnelle devient très floue. Et souvent, quand l'homme et la femme sont à domicile, la femme n'a pas de bureau et doit s'occuper des enfants s'ils et elles sont là. La charge supplémentaire liée à la famille vient donc en effet impacter le temps d'une façon différente pour les femmes et les hommes. Afin d'éviter les déplacements ou engorgements inutiles, nous militons donc pour le télétravail dans un tiers-lieu et nous organisons pour créer de tels espaces. ■



PRENDRE LE TEMPS D'EXISTER. POUR UN DROIT UNIVERSEL À L'*OTIUM*[1]

Jean-Miguel Pire
Chercheur à l'École Pratique des Hautes Études (Paris)

L'accélération du temps, et particulièrement du temps de travail, produit une perte de sens en plus de la sensation d'être continuellement dépassé·e. Pour résister à cette marche frénétique du temps productif, Jean-Miguel Pire questionne la possibilité d'un *otium*, un temps libéré de la marche du monde, conçu comme un « retrait fécond ». Il n'est pas question seulement de temps libre, vite repris par les forces du divertissement capitalisé. L'auteur ne plaide pas non plus pour un temps improductif, mais pour la possibilité d'un temps du « souci de soi », qui permettrait un travail de soi par soi.

Le temps fuit à toute vitesse. Nous sommes coincé·es dans une boucle qui ne nous laisse aucun répit. Nos sens sont sans cesse sollicités par une quantité inépuisable de sons et d'images toujours plus impressionnants, activant nos effrois et notre libido. Notre attention, fragmentée en diverses opérations, consultations, conversations, explose en une multitude d'actions incompatibles. Outre l'incohérence et la frustration, il en ressort une incontestable sensation de manquer de temps. Le confinement provoqué par la pandémie est venu aggraver cette sensation en créant un déséquilibre entre le temps du travail et le temps du loisir. Avec le télétravail, certain·es ont connu un accroissement plus ou moins intense du temps effectivement travaillé, quand d'autres ont bénéficié de longues périodes de chômage et d'une quantité inédite de temps libre. Pour les premier·es, l'absence de déplacement physique a rendu poreuse la frontière qui sépare d'habitude la sphère professionnelle de la sphère privée. La faculté de travailler chez soi a donné une illusion de liberté qui a prospéré au détriment du loisir. Car, en fait, le temps consacré au travail n'a cessé de croitre, les tâches en ligne pouvant être accomplies à tout instant du jour et de la nuit. Cette vampirisation du temps par le travail est à l'image d'une évolution en cours depuis plusieurs décennies. Tout en améliorant l'accomplissement des tâches, la digitalisation globale a laissé penser qu'il était possible d'accélérer sans fin le rythme du travail. Il en a été très différemment pour ceux et celles que la pandémie a mis·es au chômage. La nécessité d'organiser fructueusement ce loisir inattendu, a d'autant plus troublé qu'il devait être vécu parfois dans des logements exigus et bondés. Une telle abondance de vacances a révélé combien nous avions du mal à faire fructifier notre temps libre, à faire de ce temps une véritable occasion de nous construire personnellement, de nous améliorer, de progresser, d'accroitre notre lucidité. Ce constat a confirmé un phénomène dont nous sommes plus ou moins conscient·es : les représentations collectives considèrent le temps du loisir comme inférieur au temps du travail. C'est le temps qui reste lorsque les choses importantes sont réglées et, surtout, lorsque les revenus sont assurés. Temps facultatif, secondaire, dispensable, le loisir est valorisé par notre société seulement s'il se limite au divertissement, s'il nous divertit de nous-mêmes, s'il est un simple repos nous permettant de reconstituer nos forces pour mieux reprendre le labeur. Tel qu'il apparait, le loisir ne peut donc guère accueillir nos préoccupations existentielles, nous aider à donner une signification à notre vie.

Or, le désir de cette quête a fait retour comme jamais lors de la pandémie. Durant ces longues heures angoissantes, nous avons ainsi souvent cherché à comprendre les évènements et le sens qu'ils revêtaient pour nous. Mais plutôt que de mettre notre temps libre à profit afin d'apprendre, d'étudier, d'accroitre notre expertise et notre lucidité, l'accablement nous a constamment fait préférer la distraction. Il fallait surtout oublier ce que l'on vivait, tâcher de fuir un horizon démoralisant. Sans doute, certain·es sont parvenu·es à planifier sérieusement ce loisir inattendu et même parfois à accomplir des projets inenvisageables en temps ordinaires. À l'inverse, pour une majorité, il restait impossible d'organiser le loisir aussi fructueusement que le travail. Identifiés par notre culture au plaisir, au relâchement, à l'oubli, les loisirs ne paraissent pas pouvoir accueillir les efforts nécessaires à la construction de notre propre autonomie.

Très récente à l'échelle de l'histoire du travail, cette idée est intrinsèquement liée à l'avènement des droits sociaux qui fleurissent au XX[e] siècle et, notamment, après la Libération. Sur le socle de ces garanties légales peut s'édifier un ensemble

de facultés, de projets, de perspectives sécurisées qui conditionnent l'accomplissement personnel de ses bénéficiaires. Mais un tel modèle se métamorphose aujourd'hui à grande vitesse. Tout se passe comme si son étrangeté finissait par l'engloutir et que l'organisation habituelle du travail revenait à ses critères ordinaires qui sont, de toute éternité, ceux du monde marchand : la rapidité, mais aussi l'utilité, la rentabilité, l'efficacité matérielle, redeviennent la loi supérieure d'une sphère dominée par la rareté des biens et la logique de l'accaparement au profit d'une infime minorité. Réduits à leur sens comptable, des pans entiers du monde professionnel ont ainsi progressivement perdu leur possibilité de contribuer à l'épanouissement de l'employé·e, sans parler de son équilibre mental. Dans ces emplois, « penser » et s'accomplir sont les dernières choses requises.

Les travaux de l'anthropologue David Graeber ont éclairé certains aspects de ce mouvement vers la marchandisation du travail. Il montre

> « Temps facultatif, secondaire, dispensable, le loisir est valorisé par notre société seulement s'il se limite au divertissement, s'il nous divertit de nous-même, s'il est un simple repos nous permettant de reconstituer nos forces pour mieux reprendre le labeur. »

à quel point cette évolution/régression mène irrésistiblement vers un monde professionnel où toute quête existentielle est rendue presque impossible. Ce qu'il appelle les *Bullshit jobs* désigne ainsi des emplois littéralement « absurdes », c'est-à-dire, au sens propre, dénués de sens. Il s'agit d'« une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflue ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé, pour honorer les termes de son contrat, de faire croire qu'il n'en est rien »[2]. La version la plus dégradante de cette évolution se manifeste par l'accroissement des offres d'« emploi » constituées par des micro-tâches effectuées en ligne. Se développant dans le contexte d'une extrême précarité, ces activités attirent une population que son dénuement expose à accepter tous les renoncements possibles pour ce qui regarde la préservation, non pas de son temps libre, mais de la part du temps pourtant essentielle à l'accomplissement des tâches vitales, comme se nourrir et dormir. Car ici, la totalité du temps est susceptible de se voir métastasée par le travail. Des existences qui n'en ont plus guère que le nom, sont ainsi entièrement vampirisées par la réalisation de ces micro-tâches, purement répétitives, dénuées de toutes signification, et qui se réduisent en fait à des unités de temps vendues à des algorithmes tenant souvent lieu d'uniques interlocuteurs pour ces malheureux·ses employé·es.

Avec le déploiement sans limite des tendances les plus inhumaines contenues dans une économie libérée de toute entrave, se développent donc sous nos yeux, en plein XXI^e^ siècle, des conditions de vie qui s'apparentent à celles de l'esclavage. La nouveauté est que cette aliénation semble s'opérer avec le consentement des victimes. Déjà, les excès de l'industrialisation naissante au XIX^e^ siècle avaient créé des situations d'esclavage très relativement consenties, mais ces atteintes à la dignité humaine étaient au moins visibles, spectaculairement révoltantes, et elles ont fini par susciter une prise de conscience politique, puis des réformes radicales. Rien de tel aujourd'hui, où tout s'opère dans le silence de vies désocialisées, où le temps à vendre est condition de survie. Face à de tels excès, on ne peut s'empêcher de songer au « droit de retrait » que le code du Travail offre à l'employé·e lorsque se « présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ». Conçu pour les situations de péril, ce droit devrait pouvoir s'appliquer au cours ordinaire de nos existences.

En réactualisant la question de l'usage du temps libre, du temps pour soi, le confinement causé par la pandémie a ouvert une brèche dans le flux. Se poser, respirer, réfléchir à ce qui arrive, se déconnecter, se *retirer* un moment pour progresser, comprendre, sont apparus comme autant d'objectifs salutaires. Ce retrait rendu fécond n'a rien d'hasardeux mais il renvoie à l'une des plus anciennes institutions inspirées par la quête existentielle dont chaque être humain possède la vocation. Au cours de l'Antiquité, le « retrait fécond » est placé au sommet de l'existence humaine. La *skhôlè en grec* et l'*otium* en romain désignent la possibilité de se livrer à la pensée en étant libéré·es de toutes les contingences tant spirituelles que matérielles. Il s'agit d'un temps vraiment « libre » au sens où il désigne les meilleures conditions d'indépendance, de désintéressement et de durée jugées nécessaires à la conscience pour qu'elle puisse satisfaire son aspiration légitime à l'épanouissement : penser, apprendre, donner du sens, créer une morale, rechercher la sagesse, la vérité ; en somme, découvrir ses propres raisons d'exister, d'*ex sistere*, de « se tenir debout ». La *skhôlè*, écrit Bourdieu, est « le temps libre et libéré des urgences du monde qui rend possible un rapport libre et libéré à ces urgences, et au monde »[3]. La *skhôlè* est le temps nécessaire au souci de soi. Non une démarche égoïste ou narcissique, mais un désir visant à se doter d'une intériorité et des outils nécessaires à la conscience raisonnable :

le for intérieur, le libre-arbitre, le jugement, le gout. Comme l'écrit Michel Foucault, « ce précepte du "souci de soi" figurait l'un des grands principes des Cités, l'une des grandes règles de conduite de la vie sociale et personnelle, l'un des fondements de l'art de vivre »[4]. En effet, dans

> « Avec le déploiement sans limite des tendances les plus inhumaines contenues dans une économie libérée de toute entrave, se développent donc sous nos yeux, en plein XXIe siècle, des conditions de vie qui s'apparentent à celles de l'esclavage. »

la Grèce du Ve siècle avant JC, l'être humain est considéré comme la « mesure de toute chose » (Protagoras). Désormais, son intelligence apparait comme l'unique fondement de la réalité. Pour la première fois dans l'histoire, la compréhension du réel, la quête de sagesse et de vérité, ne sont plus réductibles à la religion ou à la tradition, mais reposent seulement sur la raison et la liberté de penser librement, c'est-à-dire, comme l'écrit Hannah Arendt, de prendre « l'habitude de tout examiner et de réfléchir à tout ce qui arrive, sans égard aux contenus spécifiques et sans souci des conséquences »[5]. Or, cette faculté est entièrement suspendue aux efforts de l'intelligence humaine et à la *skhôlè* dont elle pourra disposer pour se déployer. Aussi, pour la société grecque, loin d'un luxe dispensable, le « retrait fécond » représente le moment le plus précieux de l'existence, tant pour l'accomplissement individuel que pour le destin de la Cité. La capacité de penser par soi-même permise par le « retrait fécond » constitue une condition pour assumer sa vocation existentielle et refuser la servitude.

Sans doute, comme l'ensemble du monde antique, la société grecque est-elle inégalitaire et la *skhôlè* y est plutôt réservée aux citoyens, c'est-à-dire essentiellement aux hommes libres[6]. Mais en considérant la raison et la sagesse comme un fondement universel, la pensée grecque pose le premier jalon d'un processus au terme duquel la possibilité pour chaque individu de déployer son intelligence finira par s'apparenter à un droit humain. Il revient ainsi à la Grèce d'avoir innové en attribuant une dignité existentielle à ce temps de loisir voué au « retrait fécond ». Cette dignité ne résistera d'ailleurs pas à la transformation romaine de l'héritage grec, quand l'*otium* prendra le relais de la *skhôlè*. Même si la pensée spéculative reste honorée à Rome, elle est toutefois jugée bien inférieure aux activités utilitaires douées d'une rentabilité vérifiable. Aux antipodes de l'esprit grec, cette orientation matérialiste entraine la dévalorisation du « retrait fécond » comme condition de toute quête de sagesse. En dépit de sa redécouverte à la Renaissance, puis lors des Lumières, placée au centre du projet éducatif de Condorcet, la valeur de l'*otium* restera constamment minorée par rapport à celle du travail. Cette réinterprétation de la *skhôlè* par la culture latine s'imposera donc jusqu'à nos jours. La priorité sera toujours accordée au travail, au motif qu'il permet de nous assurer l'indépendance matérielle.

Toutefois, depuis plusieurs décennies, la dérive marchande du monde professionnel tend à remettre ce dogme en question. Plus récemment, cela s'est confirmé avec les conditions extrêmes créées par le confinement. Désormais, une part croissante de la population est convaincue que l'accomplissement personnel et la quête de lucidité ne passent plus forcément par l'engagement professionnel. En particulier, beaucoup de jeunes actif·ves décident de chercher hors de leur travail des raisons de se lever le matin et un sens à l'existence. Le moment semble donc opportun pour exhumer l'*otium* et nous ressaisir de la puissance existentielle contenue dans notre temps « libre ». Cette redécouverte peut être une source de résistance politique. Si le « retrait fécond » n'est pas valorisé dans notre société, c'est en effet parce qu'il vise la gratuité et le désintéressement, deux valeurs opposées aux critères du monde marchand. Désormais, ces critères tendent à prévaloir dans tous les domaines. Ils se sont partiellement imposés dans

> « La capacité de penser par soi-même permise par le « retrait fécond » constitue une condition pour assumer sa vocation existentielle et refuser la servitude. »

des secteurs où ils n'auraient jamais dû pénétrer et où l'on peut mesurer leur effet délétère : l'éducation, la culture, la santé, l'environnement. Nous pouvons constater chaque jour que ces domaines ne peuvent être livrés au négoce sans dommage pour leur intégrité. Lorsque l'on dit que la santé, la culture, l'éducation, ne sont pas « négociables », c'est bien à cela que nous faisons inconsciemment référence. Simplement, nous manquons du concept nécessaire pour comprendre que la dévalorisation du temps libre entraine aussi la dévalorisation des conditions indispensables pour penser authentiquement le réel.

De l'*otium*, notre vocabulaire n'a conservé que « oisif » – qui manifeste la vision très négative du temps non utilitaire – et « négoce » – le *nec otium* qui trahit la complicité du marché avec ce qui « nie » ce retrait fécond. Si le mot a disparu de notre vocabulaire, le besoin universel qu'il désignait fait aujourd'hui retour avec une nécessité inédite. La grande marchandisation du travail et l'économie de l'attention ont désor-

> « En nous réappropriant notre temps libre, en disciplinant son utilisation, en lui restituant la sacralité dont il était paré dans l'Antiquité, nous pourrons disposer des conditions d'attention et d'autonomie indispensables à la quête de sens, de valeur, de sagesse. »

mais transformé en valeur marchande cette vie de la conscience qui constituait pour la société grecque le fondement de toute liberté et de toute rationalité. Le négoce ne se contente plus d'entraver notre *otium* en le « niant » mais il a transformé celui-ci en valeur marchande. La vente massive de notre « temps de cerveau disponible » aux annonceurs par les grandes plateformes de l'Internet, représente aujourd'hui l'un des négoces les plus prodigieusement rentables qui aient jamais existé. En se dissolvant devant les milliers d'écrans voués à sa captation, ce temps perd pour nous sa valeur et nous voilà disposé·es à le livrer sans limite à tous les spéculateur·ices. Le combat pour un droit universel à l'*otium* peut nous aider à inverser cette course à l'abîme en nous permettant de comprendre que le temps, comme disait Sénèque, est en fait, « notre seul bien véritable » et que son usage fécond est la seule voie pour éviter la servitude. Longtemps considéré comme un privilège aristocratique, *l'otium* doit apparaitre pour ce qu'il est : un droit humain grâce auquel chacun·e devrait pouvoir devenir le ou la protagoniste de sa propre existence.■

1. Les questions abordées ici ont fait l'objet de développements approfondis dans le livre *Otium. Art, éducation, démocratie*, Actes Sud, 2020.
2. David Graeber, *Bullshit jobs*, Les liens qui libèrent, 2019, p. 39.
3. Pierre Bourdieu. *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997, p. 9.
4. Michel Foucault, « Les techniques de soi », in *Dits et écrits*, t.IV, Gallimard, 1994, p.786.
5. Hannah Arendt, *Considérations morales*, trad. Marc Ducassou, Payot / Rivages, 1996, p. 27.
6. En effet, des études récentes ont montré qu'il convenait d'adopter une approche complexe de la notion de citoyenneté dans la Grèce antique. Ainsi, dans son article « Ces citoyennes qui reconfigurent le politique. Trente ans de travaux sur l'Antiquité grecque », Violaine Sebillotte Cuchet montre que si les femmes n'exerçaient effectivement pas de fonction délibérative, judiciaire ou gouvernementale, tel que l'explique Aristote dans la *Politique*, celles-ci participaient à d'autres formes de vie de la Cité et qu'elles contribuaient ainsi à enrichir la définition de la citoyenneté. (Voir : https://journals.openedition.org/clio/12998)







COLLAGES ET SCÈNES DE RECOMMENCEMENT

Pierre Hemptinne,
membre de Culture & Démocratie

La dernière campagne présidentielle française l'a démontré une fois de plus : aucun « projet » ne prend la mesure de la bifurcation nature-culture qui s'impose. Sortir de la croissance est un impensé politique. L'imaginaire ne suit pas. L'œuvre d'Emelyne Duval, dont une nouvelle phase était montrée au musée des Beaux-Arts de Mons (BAM) jusqu'à la fin du mois de mai 2022, est de celles qui aident à l'émergence d'un imaginaire susceptible de rouvrir le champ des possibles.

Depuis toujours, Emelyne Duval est *collagiste*. *Depuis toujours*, parce que cela ne semble pas strictement corrélé à son apprentissage d'une expression esthétique, mais s'inscrit dans une activité organique, biologique, tendant vers un métabolisme spécifique entre intérieur et extérieur, moi et l'autre, chair et symbole. *Depuis toujours*, enfin, parce que « toujours » est une catégorie temporelle sans bords, sans tic-tac d'horloge, qui échappe à l'individuel et aux destinées propres d'une espèce bien déterminée. Le « toujours » rayonne forcément depuis les confins communs à toute forme de vivant.

Ce qui donne toute sa force au titre de sa dernière exposition au BAM : « Souviens-toi ». L'invitation est plus particulière qu'il n'y parait : l'artiste ne présente pas des œuvres tissées de ses souvenirs personnels comme fruits d'une remémoration aboutie. Elle n'invite pas à visiter les beautés d'une subjectivité insulaire. Elle dit plutôt : « Dans mes collages, retrouvez une part de votre mémoire occultée, des reflets de votre histoire, passé, présent et futur. » C'est parce que les assemblages d'Emelyne Duval cristallisent des pépites ramassées sur la plage du vaste inconscient collectif où l'océan d'images, depuis que des organismes imaginent comme ils respirent, précipite ses vagues. Encyclopédies, dictionnaires, magazines, romans photos, catalogues, imagiers, albums photos de brocantes, tout est passé au crible, débité en unités visuelles et, dans un ressac incessant, les neurones-doigts-ciseaux produisent des assemblages toujours changeants. Ils questionnent et décloisonnent ces représentations du monde – savantes, populaires, esthétiques, mythiques –, mélangeant les temps, les genres, les espèces, les outils, les organes, invoquant une autre humanité, posant les bases d'une capacité à raconter autrement la fabrique de l'être humain. Chaque œuvre est une fenêtre, une porte d'entrée « dérobée » (elle se révèle telle selon l'interprétation de celui ou celle qui la regarde), vers ce que charrie ce méga-flux. L'intuition de l'artiste qui la conduit à sentir par quel air de famille tel fragment d'image s'associe à tel autre, fait en sorte que des fils de récits se rendent disponibles, pour s'échapper, se saisir d'un autre récit de soi et des autres. Adam et Ève, Aphrodite, Morphée, Icare, tout l'imagier qui pour certain·es fige à jamais une « civilisation à défendre » revient ici à la surface en révélant non pas des racines inamovibles mais flottantes, d'emblée oniriques. Dans une dynamique qui libère l'imagination : souviens-toi, se souvenir comme action de libération, de relecture libératrice des origines de nos désirs.

Longtemps, ses collages étaient ramassés, morceaux rapportés et parties dessinées. Aujourd'hui, elle présente de nouvelles formes où les figures hybrides – issues du découpage, du bricolage, du montage et remontage d'images trouvées éveillant l'impression de « déjà vu » – essaiment dans la force

centrifuge d'une peinture de fonds. Des toiles où palpitent l'ici et l'ailleurs. Ces surfaces peintes évoquent des zones atmosphériques de fresques Renaissance, les vestiges de pigments d'antiques décors presque effacés, avec des ombres et des effets de revenance comme en produit le vent à la surface de vastes étangs qui semblent enfermer la mémoire du temps. Quelque chose du fait rustique de peindre, là, dilaté, recommence, revient. Et les êtres pluriels agencés par Emelyne Duval y jouent une diaspora de récits anarchiques, pour s'ancrer dans le vivant, autrement. La manière dont les individus – humains, non-humains, archétypes, chimères – apparaissent et se déplacent sur ces étendues peintes remet en cause toute hiérarchie qui, en fonction d'une vision unique de l'évolution de l'être humain sur terre, a soumis les imaginaires à l'impératif téléologique. Il n'y a plus de hiérarchie, que ce soit entre l'image d'une déesse et celle d'une femme ordinaire, entre un poisson et un·e enfant, un visage et une fleur, mais du relationnel fluctuant. Par rapport aux rôles assignés aux un·es et aux autres au sein d'une société jugée indépassable (l'économie de marché) – et donc avec un imaginaire organisé, en vase clos, qui doit assurer la reproduction des fondements de cette organisation sociale –, les créations d'Emelyne Duval provoquent des décalages, des contretemps, des dérapages. Avec la force du recommencement. Recommencer, « c'est recréer, par de nouveaux montages effectués sur un matériau composite – choses survivantes du passé, choses urgentes du présent, choses à imaginer pour le futur –, des configurations capables de *rouvrir* le temps, de *réactiver* des possibles jusque-là passés inaperçus, des désirs jusque-là censurés. Ce qui se recrée dans le recommencement, ce serait peut-être le *contretemps* surgi de toutes ces " réouvertures ", de tous ces soulèvements dans le tic-tac faussement immuable de l'horloge à pouvoirs. »[1] S'engager dans de l'interprétation inédite face à une œuvre, ce n'est pas juste flatter l'égo dans sa production de subjectivité, celle-ci pouvant parfaitement concorder avec le tic-tac de « l'horloge à pouvoirs ». Ce qui compte, ce sont les interprétations qui vont faire contretemps, réouverture, contribuer à « réactiver des possibles ». Si d'innombrables créations artistiques se mettent au diapason du tic-tac dominant, le genre de celles que produit Emelyne Duval est propice à « rouvrir le temps ».

Pour aller vers des temps où le dialogue est permanent, souffle vital, haletant, traversant précisément diverses temporalités et géographies, et attestant du fait que rien ne se crée à partir de rien, depuis un cerveau d'artiste isolé de tout le reste, génial. Et cela, traduit dans une pratique concrète de collage, bouleverse la notion de propriété et renforce les conditions d'interprétations complètement libres. « Souviens-toi » signifie bien que ce que vous regardez, créé par une artiste bien identifiée, bien individuée, vous appartient aussi. « Souviens-toi » côtoyait « De terre et de ciel », l'exposition que le BAM consacrait aux œuvres religieuses d'Anto Carte. Et un travail de correspondances subtiles s'établissait, via des atmosphères, des thématiques, des figures, des mouvements, des lumières, des ténèbres. La spiritualité d'Anton Carte est redéployée dans une dynamique plus anarchiste, moins affiliée à la religion chrétienne, et moins anthropocentrée. L'enfant prodige devient la fille prodige. Certains tableaux sont repris, pas tels quels, mais au niveau de leur dynamique, révélant leur force cachée de « contretemps », via la réappropriation. Voilà, par exemple, *L'effort*, un homme ployé dans sa barque en lutte avec l'eau, le courant, en lutte mais faisant corps avec ces éléments, visibles et invisibles. Emelyne Duval va plonger dans la part occulte du tableau, ce qui se joue sous la barque, et révèle l'empreinte de ce combat à même la surface du fleuve, profondeur abyssale où esquif et rameur ont été engloutis. Au loin, les lueurs d'une planète enfouie, aquatique. Le geste du nocher, infime, flotte dans l'espace, survivance fragile, fantôme. Et puis voici le cadavre bouleversant du mineur, si présent chez Anto Carte, souvent « christique », très « descente de croix », qui devient ici, avant tout, verticalité tellurique, vertigineuse, qu'une prêtresse en lévitation pique de son couteau, rappelant la longue histoire tragique du creusement de la terre, depuis le premier silex jusqu'au néant actuel, l'exténuation de la planète et la crise climatique.

Sous l'épure d'un infini nuageux et d'une montagne laiteuse, une silhouette XIX^{e}, forcément masculine, perplexe, observe une jarre rendue à sa liberté, échappant à l'assignation de l'interprétation freudienne qui y voyait la femme. Les possibles s'ouvrent et l'homme recommence à rêver à d'autres concordances entre mots et choses, idées et formes, nature et culture. Des rêves remués à l'instar de ceux que colportent ces drôles de personnages, indifférents au bien et au mal, facétieux, et qui surgissent dans plusieurs des collages et peintures d'Emelyne Duval. Comme ses avatars intenables, inclassables, *en sursis*, par exemple à tête de renard, reliant mythes sans âges, immuables, dans le marbre, et mythes en train de se forger aux fonds des nouveaux univers virtuels, remontant et surgissant aux frontières encore inexplorées, échappant et se rebellant contre l'ordre capitaliste qui les a engendrés, hors-la-loi. ■

https://www.emelyneduval.com

1. Georges Didi-Huberman, *Imaginer Recommencer*, Minuit, 2021, p. 538.

Entretien avec
Clara Bellemans Moya
Étudiante en mise en scène à l'INSAS
Propos recueillis par Hélène Hiessler, coordinatrice à Culture & Démocratie

PLAY (PLAIES) : TACLER LES REPRÉSENTATIONS

Dans le sillage de la parution du dossier « Culture populaire » du *Journal de Culture & Démocratie* n°52, nous avons rencontré Clara Bellemans Moya, qui montait à l'INSAS un projet de création théâtrale au départ d'un langage footballistique. Nous l'avons interrogée sur ce choix de mariage improbable entre un univers généralement associé à la culture populaire et un autre plus souvent associé aujourd'hui à un public bénéficiant de davantage d'accès socio-économiques. Pour Clara, elle-même coéquipière dans une équipe de foot féminin, ces deux univers ne sont finalement pas si éloignés : au fond, c'est du spectacle vivant.

Quelques mots pour vous présenter, vous situer ? Dans votre parcours, est-ce qu'il y a des thèmes de travail qui vous ont tenu particulièrement à cœur ?
J'ai 25 ans, j'habite Bruxelles où je suis en dernière année de mise en scène à l'INSAS. Avant ça, j'ai fait deux ans en langues et littératures romanes à l'ULB mais je me suis vite aperçu que je manquais de méthodologie. J'étais très assidue en cours mais au moment des examens, je n'y arrivais plus. J'avais besoin de faire quelque chose de mon corps. C'est là que j'ai commencé l'INSAS, que j'adore.

Je m'intéresse particulièrement au travail du corps : ça se retrouve dans mon projet de fin d'études, *Play (plaies)*, mais aussi dans mon choix pour la « carte blanche » de l'année dernière. La carte blanche est un format de 15mn, de thème libre, avec une distribution d'acteurs et d'actrices imposée. J'ai choisi de travailler sur la boxe. J'en avais fait, et je trouvais ça très théâtral : le rapport au duo, le fait d'être sur un ring comme sur une scène, la représentation, etc. Avec les acteurs et actrices de cette carte blanche, on a utilisé le langage corporel de la boxe pour raconter une histoire d'amour. Et je me suis rendu compte que j'aimais bien utiliser un protocole et un langage physiques pour raconter autre chose. Après la boxe, j'ai travaillé sur le foot pour mon projet de fin d'année, *Play (plaies)*.

Parlez-nous de *Play (plaies)*.
C'est une pièce de théâtre de 30mn, qui parle d'un collectif, d'un chœur de corps qui, ensemble, sont porteurs de paroles. Quand on a commencé les répétitions j'avais préparé des consignes d'écriture et de travail physique au plateau. J'arrivais en disant : voilà, vous avez un jour ou 30mn pour écrire ceci, ou cela. Au cours des répétitions l'idée est venue de parler de la figure du père : on parlait du foot, et de ce qui était, pour chacun·e, la première rencontre avec ce sport, et on s'est rendu compte que c'était souvent lié au père – qui y emmenait ses enfants, ou regardait les matchs avec elles et eux, qui parlait de certains joueurs, etc. Je me suis dit que c'était un bon prétexte pour s'adresser au père, et c'est ce que fait *Play (plaies)* : c'est une adresse générale et collective aux pères.

L'ingrédient scénographique de *Play (plaies)*, c'est le foot. Le sport et le théâtre semblent à première vue deux univers assez éloignés. Pourquoi ce choix ?
Peut-être que les ambiances, les univers, les publics qui font du foot et du théâtre sont éloignés mais en pratique, il y a beaucoup de points communs.

J'ai commencé à jouer au foot en équipe en même temps que j'entrais à l'INSAS. J'avais des entrainements et des matchs réguliers, ça faisait entièrement partie de mon quotidien. Au fil des ans j'ai réalisé à quel point ce que je faisais au foot avait des sonorités communes et des liens avec ce que je faisais à l'INSAS. Par exemple le rapport au public/aux supporter·ices, le fait que chacun·e joue un rôle attribué et construit – au théâtre celui d'un personnage, et au foot celui de ta position sur le terrain, milieu offensif, défenseuse, ailier, etc. –, le ou la coach / le ou la metteuse en scène, etc. Par rapport au star

system aussi : dans un collectif de théâtre il y a souvent quelqu'un de plus connu, et dans une équipe de foot un ou une joueuse qu'on regarde plus que les autres. Et puis surtout l'aspect hasardeux : même si tu as des entrainements, des répétitions, le jour J, celui de la représentation ou du match, tout peut arriver. C'est peut-être un peu moins le cas au théâtre mais dans les deux cas, c'est du spectacle vivant, donc il y a une part de hasard – il peut y avoir un évanouissement, quelqu'un qui perd son texte.

L'exercice qu'on nous demande en quatrième année – une production de 30 mn, avec une distribution libre et six semaines de répétitions – nous laisse beaucoup plus de liberté que la carte blanche. Je me suis dit que c'était le bon moment et le bon endroit pour essayer de lier foot et théâtre, pour se demander comment le foot peut faire théâtre. Je suis arrivée avec cette envie-là et ensuite l'écriture plateau et le montage ont fait le reste.

Dans la présentation de la pièce, on voit que vous jouez aussi avec le vocabulaire commun au foot et au théâtre. On passe des planches au terrain, des coulisses au vestiaire, etc.
Oui, on a travaillé avec des propositions qui allaient dans ce sens, où je demandais par exemple aux acteur·ices d'écrire une histoire d'amour avec uniquement du vocabulaire footballistique, ou bien je leur demandais de se présenter à partir de ce vocabulaire. En tout cas d'essayer de raconter des histoires pas *de terrain*, mais avec du vocabulaire de foot : banc de touche, coup de sifflet, carton rouge, encaisser, etc. Clairement, ça fonctionne, ça peut raconter d'autres histoires que des histoires de foot.

Pour les acteur·ices, est-ce que ce choix du foot – ou de la boxe dans la « carte blanche » – a été facilement approprié ?
C'est vraiment différent selon les personnes. Chacun·e venait d'un endroit différent par rapport au foot. L'une le pratiquait encore, d'autres le détestaient. Pour moi ce n'était pas un critère de sélection que de savoir jouer ou d'aimer le foot, mais la plupart sont des personnes proches, donc il y avait une envie et une confiance dans la collaboration sur un projet artistique. C'est l'élan de se dire qu'on allait bosser ensemble plutôt que le sujet qui a primé. La confiance a permis que je les entraine avec moi dans mon délire, et au final même s'ils et elles ne vont pas se mettre forcément au foot, ils et elles ont aimé le parallèle.

Est-ce que selon vous, une création théâtrale reprenant les codes familiers du foot pourrait parler à un public plus habitué des stades que des théâtres ?
Je suis convaincue que oui. J'ai aussi le rêve de créer un lieu qui soit un théâtre sportif, mais plus « sportif-footballistique », justement pour cet argument un peu social de se dire que s'il y a moyen de faire du foot et du théâtre dans un même lieu, ça peut ouvrir le « qui fait et va voir du théâtre ». L'ambition de *Play (plaies)* c'est aussi de se jouer en-dehors des salles de théâtre, par exemple dans un stade, ou sur un terrain de foot. De l'implanter ailleurs que dans des théâtres « classiques », là où on l'attendrait. Évidemment, je suis contente si des théâtres classiques m'appellent, mais je pense que c'est un projet qui peut vraiment s'épanouir dans d'autres lieux.

Imaginons que vous ayez l'opportunité de le jouer dans un stade, qu'est-ce que vous aimeriez provoquer ?
J'ai l'impression que la réponse à cette question peut facilement devenir prétentieuse… Mais la première idée qui me vient, c'est : une surprise. Montrer aussi que ça a du sens de lier foot et théâtre. Ça peut contrer les représentations, la tendance au mépris qu'il peut y avoir d'un de ces deux univers à l'égard de l'autre. Un soir de représentation de *Play (plaies)*, trois ultras de l'Union Saint-Gilloise sont venus voir, dont un qui a fait l'INSAS, mais les deux autres pas du tout habitués au théâtre. Et ils ont été très réceptifs. Ça m'a donné confiance dans le projet.

Cette attention à la charge symbolique du fait de lier l'univers du foot, associé à un public majoritairement plus populaire au sens socio-économique, et celui du théâtre, plutôt associé à un public bénéficiant de davantage d'accès (socialement et économiquement), vous l'aviez en tête au départ ou bien c'est venu en cours de route ?
Oui, cette attention était là. Et quand je me suis rendu compte à quel point les deux étaient liés, je me suis dit que vraiment, il y avait quelque chose à essayer, à éprouver. Sans forcément avoir de grandes ambitions politiques, et loin de l'idée d'imposer une forme culturelle à quelqu'un, au contraire : c'était plutôt l'idée de les rassembler à un endroit, qui serait plutôt le foot. Parce que je pense que le foot est plus accessible, en termes de vision, d'accès – c'est aussi plus répandu : il y a plus de gens qui jouent au foot qu'au théâtre. De l'utiliser, de le respecter, d'être loyale au foot mais en apportant un petit truc en plus, qui serait la pratique du jeu théâtral, de la mise en scène pour le rendre encore plus spectaculaire, etc. Ce n'était pas tant un argument qu'une conscience de ça dès le départ, que j'ai questionnée en pratiquant.

Vous-même, qu'est-ce qui vous a amenée à faire du foot ?
J'en ai toujours eu envie parce que j'ai toujours vu mon père jouer : je connaissais le langage, je pratiquais en amatrice, dans la cours de récré ou ailleurs, et j'adorais ça. Aujourd'hui ça change, mais à l'époque c'était vraiment pour les mecs

et je n'osais pas trop regarder s'il y avait des équipes de filles. Puis j'ai rencontré une femme qui jouait dans une équipe féminine après l'ULB, je l'ai accompagnée, et ça a commencé comme ça.

Dans le *Journal de Culture & Démocratie* n°52, le dossier explorait toutes les tensions/oppositions auxquelles renvoie la notion de « culture populaire » – culture savante ou non savante, mainstream ou pointue, industrielle ou artisanale, légitime/instituée et de masse/hypermédiatisée, etc. Même si le public du foot est assez mélangé, il est généralement associé à une culture populaire à plusieurs niveaux (en termes de représentation de classes, de médiatisation, de marchandisation…). D'après votre expérience, peut-on mettre foot masculin et féminin dans le même sac ?

Si on enlève tout l'aspect commercial, différence des salaires et star system, d'après mon expérience en tant que coéquipière dans une équipe de foot féminin, les premières motivations qui poussent à faire du foot, c'est une sororité, une entente, un sentiment d'ensemble, une pratique physique qui fait du bien, etc. Et je pense que chez les mecs, à la base, c'était pareil. Évidemment, aujourd'hui, ils gagnent beaucoup plus d'argent avec, et les enjeux financiers entrainent des différences. La simulation de blessures, par exemple, n'existe pas ou peu dans le foot féminin.

Sinon, dire que le foot est une « culture populaire » est très vrai. C'est aussi une volonté de *Play (plaies)* d'essayer de contribuer à ce qu'il y ait moins de barrières dans les places, dans les cultures, que quelqu'un se dise « le théâtre c'est pas pour moi » ou « le foot j'y comprends rien », c'est un peu triste. Ce serait génial qu'on ne s'interdise pas certaines pratiques, que chacun·e se sente le droit et la capacité d'aller au théâtre et de jouer au foot. S'interdire le théâtre parce qu'on n'a pas les codes, c'est un peu comme s'interdire le foot quand on est une fille.

Après la boxe dans votre « carte blanche » et le foot dans *Play (plaies)*, est-ce que vous envisagez d'utiliser encore le langage d'une autre pratique sportive dans une prochaine création théâtrale ?

Dans ma tête, *Play (plaies)* n'était pas forcément la suite logique de la carte blanche même si certains exercices et expériences artistiques de l'un – comme le travail sur l'essoufflement – ont été repris et travaillés dans l'autre. Surtout, la boxe et le foot sont des sports que j'ai pratiqués. Il y en a eu d'autres, comme le tennis ou la natation, mais ils m'inspirent moins, me racontent moins de choses. Je me pose aussi la question : qu'est-ce que je peux raconter d'autre avec le foot ? Je ne sais pas encore. Je reste en tout cas sur l'idée que ce serait un travail sur le corps qui pratique une activité, avec des codes clairs, tout en racontant, en parlant d'autre chose que de cette activité. J'aime ce dispositif et je pense qu'il y a encore moyen de faire des choses intéressantes avec. ■



À PARAITRE

- BRUXELLES MULTIPLE : LES ARTISTES ET LA VILLE
  Autour de BXL UNIVERSEL II : *multipli.city*

11ème titre de la collection « Les Cahiers de Culture & Démocratie », cet ouvrage rassemblera les actes de rencontres organisées dans le cadre de l'expo-forum BXL UNIVERSEL II : *multipli.city* à La CENTRALE en juin et septembre 2021. Des artistes, des responsables de centres d'art, des curateur·ices, des chercheur·ses et des représentant·es d'associations y ont abordé ensemble des questions touchant à la place des artistes et des centres d'art dans la ville, à la multiplicité des langues et des cultures de la capitale et à la richesse mais aussi aux difficultés qui en découlent : comment faire ville sans effacer, sans invisibiliser une partie des habitant·es et des expériences de l'espace urbain ? Quelle(s) langues, pratiques et imaginaires inventer ou cultiver dans une ville hybride et fragmentée comme Bruxelles ?

▶ Parution : automne 2022

- *Journal de Culture & Démocratie n°55* – Récits/ imaginaires

Pensé comme le troisième temps du triptyque entamé dans le sillage de la pandémie de Covid-19 avec le Journal 53 explorant notre rapport aux territoires physiques et immatériels, et poursuivie dans le présent dossier, ce numéro s'intéressera aux imaginaires. Ceux qui dominent, produisant des récits de gagnant·es et de perdant·es, d'adapté·es et d'inadapté·es, qui nourrissent la conviction d'une Histoire qui suit son cours sans alternatives possibles, et ceux qui, au contraire, permettent d'envisager un changement, de se projeter vers d'autres devenirs de nos sociétés. Comment penser au-delà des territoires d'exclusion et d'assignations, au-delà des impératifs de performance, au-delà des murs vers lesquels nous sommes sommé·es de courir tête baissée, porté·es par une foi aveugle dans notre capacité de résilience ?

▶ Parution : automne 2022

À LIRE EN LIGNE !

« Santé et droits culturels »

Comment penser la dimension culturelle du soin dans la pratique des maisons médicales ?

À l'occasion du 40ème anniversaire de la Fédération des maisons médicales, Thibault Galland a été invité à réfléchir à cette articulation. L'article, paru dans la revue *Santé Conjuguée*, présente une généalogie des droits culturels et tisse des liens avec les secteurs du soin et de la santé.

▶ https://www.cultureetdemocratie.be/articles/sante-et-droits-culturels/



PODCAST
Superfloukse

Superfloukse est une création radiophonique imaginée à partir de l'article « Pistage dans le cyberespace » de Corentin Debailleul, paru dans le *Journal de Culture & Démocratie* n°53 – Territoires, qui questionnait les dispositifs de collecte de nos données privées dans certains espaces publics et leurs utilisations.

Un documentaire de non-fiction proposé par Culture & Démocratie et conçu par Leslie Doumerc de Radio Panik, en collaboration avec Corentin Debailleul du collectif Technopolice BXL et de Martino Morandi de Constant.

https://www.cultureetdemocratie.be/multimedia/superfloukse/

DU NOUVEAU DANS L'ÉQUIPE !

Pas mal de changements dans l'équipe de Culture & Démocratie en 2022 !

Après le départ, fin janvier de **Morgane Degrijse** de son poste de coordinatrice de la Plateforme d'observation des droits culturels au sein de l'association, **Thibault Galland** a pris le relais au mois de février. Venu du monde de la recherche, de l'enseignement et de l'animation, les questions de transmission, d'information, d'échange et de coopération font partie de ses réflexions depuis quelques années déjà. Il a à cœur de les développer et de les expérimenter à travers le travail de la Plateforme.

Peu après lui, **Barbara Roman**, membre de Culture & Démocratie depuis plusieurs années en tant que coordinatrice des Docteurs Zinzins au sein du groupe de travail Art et santé, a également rejoint l'équipe pour un jour par semaine.

Enfin, dernière arrivée, **Marcelline Chauveau**, issue des arts plastiques et fraichement diplômée en gestion culturelle de l'ULB avec un mémoire sur l'institutionnalisation de l'art brut, remplace depuis le 1er août au poste de chargée de diffusion **Renaud-Selim Sanli**, parti se consacrer entièrement à son autre activité depuis deux ans : la librairie Météores.

Il et elles seront heureux·ses de faire votre connaissance à la prochaine occasion !

Retrouvez toutes nos publications dans notre catalogue. Les publications de Culture & Démocratie sont réalisées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Catalogue à retrouver en ligne, en bas de notre page d'accueil

CÔTÉ IMAGES

Maryline Le Corre
coordinatrice à
Culture & Démocratie

LOUIS PELOSSE

Une fois n'est pas coutume, les images qui accompagnent ce Journal ont été conçues par Louis Pelosse spécialement pour la thématique du dossier : le temps. Mais comment représenter le temps ? Si certaines images sont, dans l'imaginaire collectif, associées au temps qui passe (sablier, horloges, fleurs fanées, etc.), est-il vraiment possible de représenter l'impermanence des choses et leur perpétuel mouvement ? Impalpable, le temps n'est finalement perceptible qu'à travers nos expériences personnelles. Aussi, Louis Pelosse a-t-il choisi de représenter des corps engagés dans une pratique qui définit un rapport au temps et nous propose au fil de ces pages des corps en interaction avec un objet ou un espace. Ces dessins sont travaillés et colorisés numériquement.

Bien que ces images n'illustrent pas à proprement parler les articles de ce dossier, elles proposent une lecture singulière des enjeux qui y sont développés et résonnent particulièrement avec certains articles. On retrouvera ainsi la thématique du temps du travail, avec des travailleurs et travailleuses sociales en maraude ou des ouvrières à l'usine. Le sentiment d'impuissance face à l'urgence, le retard permanent, l'accélération sans fin de tous les domaines se devinent à la vue de ces figures qui tournent dans une boucle sans fin ou d'un corps impuissant à se défaire du serpent qui l'enserre. La mise au pilori de la paresse par nos sociétés au profit d'une accélération à tout crin est tout aussi parlante. Alors que, fatigués, tels des Sisyphes insomniaques, nos corps ont besoin de repos. À l'inverse, on croisera aussi des temps choisis de loisir ou de « retrait fécond », autour d'un repas, au bord d'une piscine, dans un lit. Et nous pourrons nous laisser aller aux temps plus lents des arts et de l'imaginaire, pour un moment de lecture, un atelier de peinture ou pour écouter Léo Ferré : « Avec le temps... ».

L'image de couverture quant à elle nous rappellera évidemment le Lapin blanc de Lewis Caroll, pressé et en retard dans le monde au temps déréglé d'*Alice au pays des merveilles*. Devant une usine forteresse, allégorie de nos sociétés post-modernes, il est aisé de comprendre que nous sommes aujourd'hui toutes et tous des lapins blancs.

Louis Pelosse est actuellement professeur d'arts appliqués dans un lycée professionnel après des études en design d'illustration scientifique. Il est également membre fondateur de l'association culturelle *Ensemble Cumulus* et illustrateur freelance.

Culture & Démocratie

Depuis 1993, Culture & Démocratie rassemble des artistes et opérateur·rices sociaux·ales afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice et relais entre les secteurs culturel et associatif, elle encourage la participation de toutes et tous à la vie culturelle.

Président·es Irene Favero et Luc Carton

Équipe Marcelline Chauveau, Thibault Galland, Hélène Hiessler, Maryline Le Corre, Barbara Roman

Comité de rédaction pour ce numéro
Laurent Bouchain, Sabine de Ville, Irene Favero, Pierre Hemptinne, Hélène Hiessler, Maryline Le Corre, Sébastien Marandon, Emmanuelle Nizou, Renaud-Selim Sanli

Le *Journal de Culture & Démocratie* est édité par l'asbl Culture & Démocratie
rue Coenraets 72, 1060 Bruxelles
Téléphone : 02 502 12 15
Courriel : info@cultureetdemocratie.be
Banque Triodos : BE65 5230 8036 6696

La gratuité de ce Journal est possible grâce aux auteurs et autrices qui acceptent d'y contribuer gracieusement.

Ont collaboré à ce numéro
Stéphanie Aubin, Gil Bartholeyns, Clara Bellemans Moya, Bernadette Bensaude-Vincent, Laurent Bouchain, Emmanuelle Desmet, Ruggero Franceschini, Thibault Galland, Pierre Hemptinne, Hélène Hiessler, Guillermo Kozlowski, Marianne Langlet, Maryline Le Corre, Hélène L'Heuillet, Sébastien Marandon, Reine Marcelis, Nicolas Mouzet-Tagawa, Emmanuelle Nizou, Jean-Miguel Pire, Renaud-Selim Sanli, François Schuiten, Daniel Simon, Zelda Soussan, Élodie Vandenplas et Laurent Vidal. – *sauf mention particulière, les articles publiés par le* Journal de Culture & Démocratie *constituent des contributions originales rédigées par les auteur·ices expressément pour chaque livraison. Bien que sollicités, les textes publiés ici n'engagent que leurs auteur·ices.*

Les textes de ce Journal sont publiés sous licence Creative Commons.

Images © Louis Pelosse – *Rappelons que les images publiées sont autonomes et sans rapport volontaire avec les textes.*

Mise en page Françoise Vercruysse (Éditions du Cerisier)

Impression Imprimerie Jan Verhoeven

Éditrices responsables
Hélène Hiessler et Maryline Le Corre, rue Coenraets 72, 1060 Bruxelles

Avec le soutien
de la Fédération Wallonie-Bruxelles

www.cultureetdemocratie.be

POUR NOUS SOUTENIR, ABONNEZ-VOUS !

Trois formules d'abonnement sont possibles :

- Abonnement simple pour 10 €/ 3 numéros du Journal (mentionner **ABONNEMENT SIMPLE** en communication).
- Abonnement complet 20 €/ 3 numéros du Journal + 1 hors-série (mentionner **ABONNEMENT COMPLET** en communication)
- Formule complète annuelle 30 €/ toutes les publications de l'année : Journaux + hors-série + 1 ou 2 livres des collections « Neuf essentiels » et/ou « Les Cahiers de Culture & Démocratie » (mentionner **FORMULE COMPLÈTE + ANNÉE** en communication)

Vous pouvez adresser votre versement à l'ordre de

Culture & Démocratie
rue Coenraets 72 - 1060 Bruxelles

Banque Triodos :
IBAN : BE65 5230 8036 6696

BIC : TRIOBEBB.

Communication :
nom, prénom, adresse complète, abonnement.

MERCI D'AVANCE !